

**FACE AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS :
LA MOBILISATION CONTINUE !**

**LOGEMENT :
UN TOIT, UN DROIT !**

RÉVOLUTIONNAIRES

42 2 OCTOBRE 2025 • 2€ • LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES** POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Le plan Trump-Netayahou,
c'est la poursuite
du génocide

**Amplifions
le soutien
au peuple
palestinien !**

NOTRE DOSSIER PAGES 8 À 11

BLOCCHIAMO TUTTO
con la Palestina, con la Festilla, CONTRO L'ISRAELISMO

ÉDITORIAL

**Trump veut soumettre
les Gazaouis au fait
colonial sans garantie
que le génocide s'arrête**

Trump a sorti son « plan de paix » pour Gaza qui, selon lui, n'attendrait plus que l'accord du Hamas pour être validé. Et les dirigeants de tous les pays – les européens, les arabes, vraiment tous ! – de presser le Hamas d'accepter. Même le pape. Même Poutine qui s'y connaît bien en guerres meurtrières. Tous discutent doctement, sans même envisager de demander aux principaux intéressés, les Palestiniens, ce qu'ils pensent.

Trump veut que la paix se fasse de toute urgence ? Alors, pourquoi livre-t-il à l'armée israélienne, comme son prédécesseur l'avait fait, les armes sans lesquelles la guerre serait finie depuis bien longtemps ?

Trump, Netanyahou et, derrière eux, tous les dirigeants occidentaux voudraient rendre responsable le Hamas de la poursuite des tueries si jamais il refusait le « plan de paix » de Trump qui vient justement de lui fixer un ultimatum. Le Hamas est une organisation réactionnaire et dictatoriale, comme bien d'autres qui gouvernent sur la planète. Mais qui ne voit pas que la guerre menée par Israël à Gaza est une guerre à sens unique menée contre le peuple palestinien lui-même ?

**QUI PEUT FAIRE CONFIANCE AUX
GÉNOCIDAIRES AU POUVOIR EN ISRAËL ?**

Trump et Netanyahou exigent la libération immédiate des otages. Mais ces derniers devaient déjà être libérés lors de l'accord de

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 4	VIE DU PARTI	p. 5	DOSSIER	p. 6-7	INTERNATIONAL	p. 8 à 11	VIE DU PARTI	p. 11 à 14	CULTURE	p. 15
Éditorial Trump veut soumettre les Gazaouis au fait colonial sans garantie que le génocide s'arrête	Le Grand Détournement Intersyndicale : la stratégie de la défaite et comment tenter d'y répondre	Le NPA-R sera présent aux Municipales Agenda Hommage à notre camarade Bernard Nemoz		LOGEMENTS INTROUVABLES, PROFITS IMBATTABLES ! Quelle crise du logement ? Pas assez de logements pour tous et toutes : vraiment ? Engels et La question du logement Toulouse : chassez ces pauvres que l'on ne saurait voir La lutte pour le droit au logement en Espagne		Gaza : deux ans de guerre génocidaire Discours à l'ONU, sur le dos des Palestiniens Le plan Trump-Netanyahou pour Gaza Cisjordanie, l'autre guerre d'Israël Pour l'UE tous les drones ne se valent pas La gauche et la reconnaissance de la Palestine Espagne : un embargo volontairement contournable Italie : nouvel appel à manifester contre la guerre à Gaza Berlin : 120 000 manifestants pour la Palestine		Nancy : solidarité avec Alex ! Mobilisation à Air liquide Sassenage Le 18 septembre à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris Le 18 septembre dans les hôpitaux de Lyon Menaces sur la prime Ségur Transfert forcé des travailleurs de l'Assurance maladie : une boucherie Fondation le Bon Sauveur, Bégard (Côtes d'Armor) Faire de la psychiatrie sans soignants ?	13 euros de salaire : les intervenantes et intervenants de musées en lutte contre la galère ! Gare de Lyon-Perrache : conducteurs en grève ! Les jeunes mineurs isolés de Rouen ne retourneront pas à la rue ! Stellantis Poissy : une étape vers la fermeture ? Ou la mobilisation ! À Saint-Gobain Pont-à-Mousson, un mois de mobilisation Lubrizol : six ans après l'incendie, toujours pas de procès pénal !	Il y a 130 ans, la fondation de la CGT Film · Livre <div></div> NPA JEUNES-R Répression à Nantes Université La révolte de la génération Z Le prochain week-end de formation	

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

cessez-le-feu de janvier dernier ! Accord rompu unilatéralement par Israël. Et les manifestations continues des familles d'otages contre Netanyahu et exigeant la fin de la guerre montrent que la vie des otages n'a aucune importance aux yeux des dirigeants israéliens.

Alors, quelle confiance les Palestiniens peuvent-ils faire aux dirigeants israéliens ? À peine le plan de Trump était-il annoncé et approuvé par Netanyahu que celui-ci affirmait dans une interview qu'il n'accepterait jamais la création d'un État palestinien ! Qui peut croire que la bande de génocidaires qui gouverne Israël respecterait un accord alors qu'elle renie sa parole en quelques heures ?

Si Netanyahu voulait la paix, il aurait pu commencer par cesser les bombardements sur Gaza. C'est tout le contraire, il les a intensifiés, faisant plus de 40 morts le seul lendemain de l'annonce de Trump !

UN PLAN COLONIAL

Le plan de Trump ne prévoit aucune obligation pour Israël, dont le retrait de Gaza se ferait selon un calendrier sans date, avec le droit d'intervenir où bon lui semble, comme bon lui semble. Il prévoit en réalité une mise sous tutelle coloniale des populations palestiniennes avec un « Conseil de la paix » dirigé par... Trump et Tony Blair ! Mais aussi le gendre de Trump, Jared Kushner, un requin de l'immobilier ! Tout le monde fait mine de se réjouir que Trump ait abandonné son projet de déplacer tous les Gazaouis... Dans quel monde vivons-nous pour féliciter quelqu'un simplement parce qu'il semble renoncer à l'idée de déporter deux millions de personnes ?

Trump espère peut-être que la lassitude des Gazaouis qui vivent affamés, sous les bombes, leur fera accepter n'importe quoi. Mais l'accord qu'il propose est un leurre. L'attitude des dirigeants israéliens, l'accélération des colonisations en Cisjordanie pour expulser les Palestiniens, avec l'armée en appui, montre que leur projet est non seulement d'anéantir tout espoir d'émancipation chez les Palestiniens mais, à terme, de les expulser pour étendre leur territoire. Comme il est de soumettre les peuples arabes voisins, comme l'a montré leur guerre au Liban, applaudie par Macron autant que par Trump et Biden.

AMPLIFIER LA MOBILISATION POUR SOUTENIR LE PEUPLE PALESTINIEN

Nous ne pouvons pas laisser les massacres se poursuivre à Gaza. L'Italie, l'Australie, l'Allemagne ont connu des manifestations monstres en soutien au peuple palestinien. Nous devons nous aussi amplifier la mobilisation, crier à ceux qui nous gouvernent que nous, nous n'acceptons pas le chantage qu'ils exercent sur un peuple affamé et exténué à qui ils ne laissent que le choix de subir. Et de mourir.

• 30/09/2025

Lecornu, l'ami des patrons et du RN

Lecornu aura au moins battu un record : celui du temps passé à former un gouvernement. Mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40. L'interview du Premier ministre donnée au journal *Le Parisien* le 26 septembre était à peine parue que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « du patronat en colère » annoncé pour le 13 octobre sera peut-être annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « trop injuste », il menace de voter la censure.

En attendant, Lecornu fais les yeux doux à tout ce qui bouge à droite et à l'extrême droite. Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à

l'amende les services publics. Finis les clins d'œil à Olivier Faure, désormais la macronie compte sur les députés du RN. Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs. À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers. Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui palpent chaque année 270 milliards de subventions.

Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

MARA PRESTOUEN • 30/09/2025

À SA SANTÉ !

Pauvre Sarkozy, sorti blême du tribunal ! Sa copine Carla Bruni en a arraché, de rage, la bonnette du micro du journaliste de Mediapart, ces pelés, ces galeux, qui avaient eu le culot de révéler le pot aux roses. Il en est quand même sorti, et pas encadré par deux flics pour l'amener direct à la Santé comme c'est le cas le plus courant. Mais avec cinq ans ferme et mise sous écrou (différé de quelques jours ou semaines), exécutables même s'il fait appel, le voilà prochainement domicilié dans une petite chambre à barreaux d'un établissement public du 14^e arrondissement au lieu de la villa Montmorency dans le 16^e. Peut-être pas pour très longtemps, car il pourrait bénéficier des faveurs d'un nouveau bracelet électronique, mais pour un ancien président, ça la fiche mal.

Et voilà tous les politiciens de droite et d'extrême droite qui s'indignent de cette « exécution provisoire » avant même d'avoir pu faire appel de sa condamnation, la même disposition qui rend inéligible Marine Le Pen et la fait s'en indigner d'autant plus ! Ce sont pourtant les mêmes qui avaient voté en 2019 la loi autorisant cette disposition de justice. Peu leur importait à l'époque que les droits de justiciables soient bafoués.

Pour notre nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui était encore allé demander conseil à Sarkozy ces derniers jours, après sa nomination à Matignon, c'est un gain de temps : pour sa prochaine visite, la Santé sera plus proche de Matignon que le quartier d'Auteuil.

« Association de malfaiteurs » pour un ancien président de la République, c'est un peu dur à porter bien-sûr. Même si leur métier est de fréquenter les plus grands malfaiteurs de la planète, les Trump, les Poutine, voire d'être eux-mêmes chefs de guerre en Afrique ou ailleurs. Mais ça, c'est leur fonction officielle, pas leurs combines personnelles pour avoir les sous de battre leur concurrent à une élection présidentielle. Sur ce terrain, le tribunal n'aurait pas trouvé la preuve des transferts de fonds, et donc zappé le financement illégal de campagne pour ne retenir que les mauvaises fréquentations. Pourtant toutes les précautions avaient été prises : le principal témoin et membre de cette association, Mouammar Kadhafi, qui avait planté quelques jours sa tente en décembre 2007 dans les jardins de l'Élysée à l'invitation de Sarkozy, avait été ré-

duit au silence quatre ans plus tard, à la chute de son régime, exécuté d'une balle dans la peau lors de son arrestation. Mais les juges ont trouvé suffisamment de traces : on peut flouer le monde entier (c'est dans les tâches d'un chef d'État), on ne triche pas trop éhontément dans la concurrence avec ses semblables pour le poste suprême, sans que, des coulisses de l'État, les informations filrent dont des juges, un peu gonflés, puissent se saisir.

OLIVIER BELIN • 29/09/2025

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 42 • 2 OCTOBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Ils veulent (encore) s'en prendre à l'aide médicale d'État

On prend (quasi) les mêmes, on recommence, on lorgne du côté du Rassemblement national, alors, pour les séduire, quoi de plus facile que de s'attaquer, une fois de plus, à l'AME ? Lecornu s'inscrit ainsi dans la très droite lignée de Bayrou, Darmanin et Retailleau qui, en un an, ont tous cherché à attaquer le dispositif. Pas de suppression, promet-il, mais des « évolutions »... Autrement dit, durcir les conditions d'accès et réduire les soins couverts.

UNE VIEILLE OBSESSION DE L'EXTRÊME DROITE

Depuis longtemps, Marine Le Pen et ses amis dénoncent l'AME, accusant les étrangers de « ruiner la Sécu ». Mensonge ! L'AME représente moins de 0,5 % du budget de l'Assurance maladie, soit 1,2 milliard d'euros – à comparer avec les 270 milliards de subventions versées chaque année au patronat. Du reste, une personne éligible sur deux n'y a même pas accès. On est donc très loin de « l'appel d'air » fantasmé par la droite et l'extrême droite. Si le nombre de bénéficiaires augmente, c'est avant tout le résultat des 32 lois sur l'immigration adoptées depuis 1980, qui ont précarisé de plus en plus de travailleurs en les privant de « papiers ». Derrière cette attaque, il ne s'agit en rien de sauver les finances publiques mais bien d'alimenter la xénophobie ambiante en tentant de détourner la colère populaire contre les migrants et leurs familles.

DES CONDITIONS DÉJÀ DRASTIQUES

L'AME permet aux personnes en situation irrégulière d'accéder à certains soins, sous conditions de ressources : moins de 800 euros mensuels pour une personne seule, 1 200 euros pour un couple – soit bien en dessous du seuil de pauvreté. De nombreux soins et médicaments ne sont d'ailleurs pas pris en charge. Avec Macron, l'accès à l'AME, véritable parcours du combattant, a déjà été durci : en plus des trois mois de séjour sur le territoire, il faut également justifier de trois mois en situation irrégulière. Une restriction qui conduit à des ruptures de suivi et de traitement pour bien des patients. Jusque dans les années 1990, il n'existait aucune condition de régularité de séjour pour accéder à l'Assurance maladie – c'est Pasqua qui l'a introduite en 1993, et Jospin qui l'a maintenue en créant l'AME en 1999.

VERS UNE PRIVATION ORGANISÉE DE SOINS

Restreindre encore l'accès à l'AME, c'est condamner des milliers de personnes à n'avoir plus d'autre recours que les urgences – déjà surchargées – ou les Pass (permanences d'accès aux soins de santé), ces services hospitaliers dédiés mais dramatiquement sous-dotés. Mais même dans ces services, la course aux économies et au sous-effectif pousse à ne plus soigner les patients les plus précaires. Sans compter de véritables plans de licenciements qui ne disent pas leur nom : dans les Pass, ces dernières années, les départs ne sont pas remplacés et l'on supprime des postes.

Au prétexte de « contrôler les dépenses de service », s'érige en réalité tout un système de refus de soins. Ici, on reproche à un hôpital pédiatrique de soigner des enfants atteints de mucoviscidose. Là, ce sont tous les patients traités pour le VIH, la tuberculose ou bien une hépatite qui doivent suivre un nouveau « parcours patient » qui les promène dans l'hôpital vers un goulot d'étranglement. Résultat : les traitements sont délivrés plus tard, quand la maladie s'est aggravée ou propagée à d'autres. L'inverse



de l'argument financier invoqué, puisque cette restriction de l'accès aux soins, en plus d'être révoltante, conduit à terme à des dépenses bien plus importantes.

C'est la santé individuelle et collective qui est mise en danger par ces appels du pied à l'extrême droite. Tout ça pour tenter de faire oublier que ce qui pèse sur le budget de l'État, ce ne sont pas les migrants, mais les centaines de milliards de subventions au patronat.

LOLA REMEL ET HÉLÈNE ARNAUD
• 28/09/2025

Le Grand Détournement

MATTHIEU ARON ET CAROLINE MICHEL-AGUIRRE
Allary éditions, 2025, 224 p., 19,90 €

Les membres de la commission sénatoriale d'enquête sur les comptes publics ont rendu leur rapport en juillet dernier. Ils ont dénombré pas moins de 2 200 dispositifs pour un total de 211 milliards par an. Les auteurs du livre totalisent quant à eux 270 milliards.

Ceux-ci ne se contentent pas de décrire, avec brio, les différents mécanismes du « détournement ». Pour eux, la dette « abyssale » de la France est due davantage à un manque de recettes qu'à un trop-plein de dépenses : alors que les dépenses n'ont que peu varié en pourcentage du PIB entre 2017 et 2024 (de 57,7 % à 57,2 %), les recettes sont passées sur la même période de 54,3 % à 51,4 %. Ce livre est un réquisitoire contre la politique dite « de l'offre » mise en œuvre par Macron. Une politique qui prétend que diminuer les prélèvements sur les entreprises et les riches favorisera l'investissement, créera des emplois et, par « ruissellement », bénéficiera à tout un chacun. Las ! Il n'y a jamais eu autant de pauvres en France – en 2023, il y avait 9,8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, touchant moins de 1 288 euros par mois.

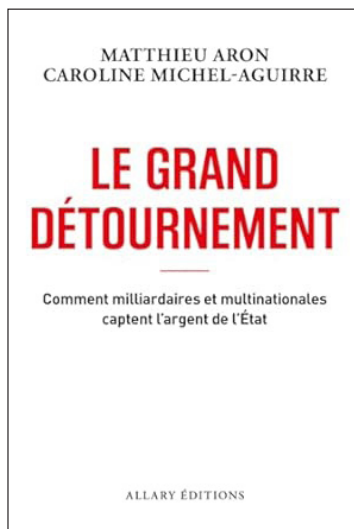
Les auteurs dénoncent la manière dont cette politique a été mise en œuvre : « La particularité de la politique de l'offre, telle qu'elle a été menée en France, est d'avoir transformé l'État en un guichet qui signe des chèques à l'aveugle. » Et ils pointent, avec de nombreux exemples, qu'aucun compte n'est demandé aux bénéficiaires d'exonérations ou de subventions.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) date du gouvernement Ayrault sous Hollande en 2013. « Toutes les études démontreront [...] que le CICE a créé ou sauvegardé un maximum de 100 000 emplois, pour un coût cumulé, entre 2014 et 2018, de 90 milliards d'euros », trouve-t-on dans le livre. Poursuivons le calcul : 90 milliards auraient permis de payer 750 000 salaires au Smic, toutes cotisations sociales incluses, pendant cette période de quatre

ans. 750 000, pas 100 000 ! Où est donc passé l'argent qui n'a pas servi à créer des emplois ? Devinez ! Les auteurs le rappellent, le successeur d'Ayrault, Manuel Valls, l'avouait crûment devant un parterre de financiers à Londres : « Mon gouvernement est favorable aux entreprises. »

Au fil des pages, le lecteur parcourt le labyrinthe des exonérations, subventions, cadeaux, est témoin de la morgue des milliardaires, de leur tranquille conviction que tout leur est dû et que leur richesse est un produit naturel, une sorte de loi de la physique.

Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre récusent la politique de l'offre, mais c'est surtout la manière dont elle est menée qui les offusque. « Entre la dette, la transition écologique, la défense et les retraites, l'État devra, d'ici à 2027, dégager au moins 100 milliards d'euros supplémentaires chaque année », écrivent-ils dans leur conclusion. Bien entendu, ils mettent en avant la taxe Zucman, à la mode à gauche ces temps-ci. Mais ils précisent : « L'ajustement budgétaire, pourtant, ne pourra reposer sur la seule taxation des riches. Face aux défis immenses du vieillissement de la population, de la transition énergétique, du renforcement des services publics, il faudra sans doute aussi accepter de travailler plus longtemps et de mieux cibler certaines dépenses, notamment dans le domaine de la santé. » En somme, nous ne se-



CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

rions pas contre fournir des efforts à condition que les riches en fassent aussi. Un discours que pourraient reprendre pas mal de « ministrables ».

Mais ce livre n'est pas écrit par des révolutionnaires et il ne faut donc pas s'attendre à y trouver une politique pour les travailleurs. En revanche, les mécanismes par lesquels l'État agit en collecteur d'une partie de la richesse produite qu'il se charge de répartir au sein de la bourgeoisie – beaucoup aux très riches, un peu moins aux seulement riches – sont fort bien décrits. Une lecture utile pour qui veut en finir avec le capitalisme.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 29/09/2025

Retrouvez l'article complet sur notre site



Intersyndicale : la stratégie de la défaite et comment tenter d'y répondre

Qui s'en souvient encore aujourd'hui ? Alors que Bayrou annonçait des coupes budgétaires particulièrement brutales, la coalition des directions nationales des syndicats, de Solidaires à la CFDT, proposait une lamentable pétition.

Heureusement que des appels à « tout bloquer » ont été lancés avec la perspective du 10 septembre pour réchauffer l'ambiance : tout au long de la période estivale, cette date et l'idée du blocage de l'économie ont été repris largement, non seulement sur les réseaux sociaux, mais aussi par un nombre croissant de structures syndicales.

URGENCE POUR LE GOUVERNEMENT... ET POUR LES SYNDICATS : DÉSAMORCER LA DYNAMIQUE EXPLOSIVE DU 10 SEPTEMBRE

Au vu de la popularité de l'appel au 10 septembre, Macron et le gouvernement ont commencé à craindre une explosion sociale. Au lieu d'appeler pour le 10 septembre à une grève la plus forte possible, l'intersyndicale a annoncé, elle, un appel à la grève le 18. Une manière de chercher à désamorcer le caractère explosif de la colère dont l'expression se cherchait un chemin vers le 10 septembre. Une division du travail avec d'un côté Macron qui tentait de faire baisser la pression en dégageant Bayrou deux jours avant le 10 septembre et, de l'autre, l'intersyndicale qui, pour saper les forces, dispersait les appels sur deux dates. Une fois le succès du 10 septembre impossible à nier, les médias officiels n'ont jamais présenté sous un jour aussi favorable une journée de grève que la date du 18 septembre : son succès était présenté comme assuré d'avance y compris par les chaînes de Bouygues et Bolloré !

UN ULTIMATUM QUI FAIT PITIÉ

Le succès des journées du 10 et du 18 septembre a placé la rentrée scolaire sous le signe de la lutte sociale et a installé le débat

sur « comment gagner » et sur le blocage de l'économie dans bien des têtes et bien des discussions dans la jeunesse et dans le monde du travail. Mais l'intersyndicale a repris la main sur le calendrier de la mobilisation, ainsi placée sous son contrôle. Le nouveau Premier ministre, Lecornu, a donc fait face à un mouvement ouvrier officiel qui lui a présenté un ultimatum-pétard mouillé : « Attention Lecornu, si tu ne deviens pas subitement de gauche... on verra ce qu'on fait ! » Pour finir par annoncer quelque chose une fois que la température serait retombée, pour la date un peu éloignée du 2 octobre plus défavorable que dans la foulée de la réussite du 10 ou du 18 septembre : une manière délibérée pour chercher à faire baisser l'intensité de l'affrontement plutôt que de mettre en difficulté gouvernement et patronat.

JOURNÉES « SAUTE-MOUTONS » OU PRÉPARATION MÉTHODIQUE D'UNE GRÈVE RECONDUCTIBLE ?

Il est évident que la stratégie des journées de grèves dispersées ne fonctionne pas. Lors du mouvement des retraites de 2023, si les 14 journées de grève avaient été faites d'affilée plutôt qu'égrenées, une tout autre situation se serait ouverte. Le problème, ce n'est pas tant les appels nationaux à la grève et aux

manifestations, qui sont importants, mais à condition d'être utilisés comme tremplin vers une généralisation des grèves, vers une grève reconductible et un affrontement avec la classe dirigeante. Il y a quelques années, le succès fulgurant de la grève du 13 septembre 2019 à la RATP avait paralysé la région parisienne et ouvert la voie à une préparation d'une nouvelle journée le 5 décembre. Conçue par un grand nombre d'équipes militantes de salariés de la RATP, composées de syndiqués ou non, comme le point de départ d'une grève reconductible, elle avait donné le coup d'envoi d'un mouvement social qui avait fini par faire reculer Macron sur la retraite à points.

Nous avons toutes les raisons de poursuivre la mobilisation. Après avoir mené en bateau l'intersyndicale et les partis de gauche qui ont bien voulu rentrer dans son jeu, Lecornu a dévoilé ses orientations, faire ami-ami avec la droite et l'extrême droite, s'en prendre aux travailleurs immigrés en s'attaquant à l'aide médicale d'État (AME), s'en prendre aux travailleurs privés d'emploi

avec une énième attaque contre l'assurance-chômage. La déclaration de guerre aux classes populaires de Bayrou avec son budget était un choix du patronat, et Lecornu va dans la même direction. Face à leur déclaration de guerre aux travailleurs, nous n'aurons pas le choix que de poursuivre et étendre la mobilisation.

On ne peut évidemment pas compter sur l'intersyndicale pour échafauder une stratégie qui s'appuie sur les travailleurs et les travailleuses, leurs discussions et décisions en assemblées générales, leur capacité à reconduire eux-mêmes leur grève en élisant des comités de grève. Pour cela, il faut regrouper toutes celles et tous ceux qui y seraient prêts, guetter toutes les occasions qui permettraient de rendre crédible une telle stratégie : voilà notre tâche pour contribuer à faire apparaître une autre stratégie, de lutte de classe, vers la victoire !

E. MCBAIN • 30/09/2025



Toujours et encore défendre le droit à l'avortement

Le week-end des 27 et 28 septembre se sont une nouvelle fois tenus des rassemblements et manifestations à l'occasion de la journée mondiale pour le droit à l'avortement.

Celui-ci est attaqué, voire criminalisé comme aux États-Unis désormais, ou n'a jamais existé comme en Égypte, en Irak, au Sénégal ou aux Philippines.

D'autres le restreignent comme aux Royaume-Uni et en Inde.

En Italie, où l'extrême droite est au pouvoir, c'est la ministre de la Famille, Eugenia Roccella, qui résume le mieux l'orientation du gouvernement Meloni : « Oui, malheureusement, [l'avortement], c'est un droit. » Et si la loi 194 qui dépénalise l'avortement est toujours en vigueur, le discours de relance de la natalité bat son plein et la notion d'« objection de conscience » introduite dans la loi

fait qu'aujourd'hui 70 % des gynécologues refusent de pratiquer l'IVG en s'abritant derrière cette clause.

Au nom de Dieu, de la natalité, de la famille, du patriarcat et de la volonté d'assujettir les femmes, c'est leur vie même qui est en jeu. Restreindre l'accès aux IVG n'en diminue pas le nombre, mais les rend dangereuses : selon l'OMS, il s'agit de la troisième cause de mortalité maternelle dans le monde.



En France, le gouvernement a pu se draper dans un féminisme de façade en introduisant la notion d'IVG dans la Constitution.

À ceci près que ce n'est pas le droit qui y est garanti, mais « la liberté » ! Ce qui n'oblige en rien l'État à assurer qu'aucune entrave ne vienne empêcher ces choix, en premier lieu l'état des hôpitaux, mais aussi la prise en charge de proximité, la baisse des subventions des plannings familiaux et l'atmosphère toujours chargée de l'idéologie du « réarmement démographique ».

La pression des militants anti-avortement est toujours plus forte, comme en témoigne leur activité sur Internet et les réseaux sociaux, mais aussi des actions symboliques devant des plannings familiaux ou des centres d'IVG. Un autre obstacle vient du fait qu'un seul laboratoire pharmaceutique, Nordic Pharma, possède le monopole de fabrication des médicaments nécessaires à la réalisation des IVG médicamenteuses, laissant à la discrétion de ses patrons la possibilité d'y donner accès ou non.

Celles et ceux qui sont descendus dans la rue ont donc eu bien raison de le faire, tant le combat pour ce droit est nécessaire dans la société capitaliste où le profit prime avant tout et où les obscurantismes et conservatismes de toutes sortes ne désarment pas.

LA COMMISSION FÉMINISTE DU NPA-R

COMMUNIQUÉ DU NPA-R DU 29 SEPTEMBRE 2025

Le NPA-Révolutionnaires sera présent dans les élections municipales 2026

La rentrée est plus animée sur le plan des luttes sociales cette année que d'habitude, et ce n'est pas pour nous déplaire ! Notre comité politique national a néanmoins pris le temps le week-end dernier de discuter des prochaines élections municipales, en mars 2026. Il ne faut pas s'y tromper, celles-ci ne seront pas l'addition de milliers d'élections locales, mais bien un moment politique national. La droite et l'extrême droite rivaliseront de démagogie anti-immigrés, prétendant résoudre quelques problèmes des classes populaires en tapant sur la partie la plus vulnérable d'entre elles. À gauche, les uns et les autres joueront leur partition avec en vue moins les intérêts du monde du travail que la Présidentielle de l'année suivante, et dans bien des municipalités dirigées par le PS ou EELV, un bilan sensiblement identique à celui de leurs homologues de droite ou du centre.

Pour battre en brèche les idées réactionnaires et chauvines, ou faire entendre autre chose que les illusions réformistes à base de « gérons la ville autrement », les révolutionnaires doivent soumettre leur programme au vote des électeurs et électrices : interdiction des licenciements, augmentation générale des salaires d'au moins 400 euros par mois, défense et extension des services publics, entre autres !

Déconnecté des municipales, ce programme ? C'est l'inverse : il est par exemple illusoire de prétendre lutter contre le mal logement sans s'attaquer aux racines de la misère.

Dans cette élection comme dans les luttes, les organisations se réclamant du communisme révolutionnaire et voulant faire entendre les intérêts des travailleurs devraient chercher à intervenir ensemble. C'est en ce sens que nous nous sommes adressés en particulier à Lutte ouvrière afin de présenter des listes communes, et nous continuerons de le faire à mesure que nous concrétiserons nos propres listes. Car nous n'attendons pas que d'autres fassent à notre place notre part de l'effort collectif pour faire apparaître le drapeau des révolutionnaires dans l'élection.

La constitution de ces listes de plusieurs dizaines de personnes (avec une stricte parité femmes-hommes) est un défi pour notre organisation, mais aussi l'occasion de vérifier à quel point nos idées et nos combats ont de l'écho. Pour cela, nous avons besoin de l'aide de toutes celles et ceux qui les partagent pour ne pas laisser le monopole de l'expression politique à la bourgeoisie.

Hommage à notre camarade Bernard



Nous avons appris mercredi 24 septembre 2025 le décès de Bernard Nemoz, alors âgé de 78 ans.

Petit-neveu de Victor Serge, militant bolchevik de l'opposition de gauche, Bernard a consacré dès sa jeunesse en 1968 sa vie à la lutte, devenant militant politique et syndical jusqu'à son décès.

Après les mobilisations de mai 68, il a d'abord rejoint le PSU, pour ensuite militer à la LCR, au NPA, puis au NPA-Révolutionnaires. Travailleur de l'énergie à EDF, il a également milité syndicalement à la CGT-Énergie, ainsi qu'à l'union locale d'Annecy.

Militant reconnu de la ville d'Annecy où il a été de toutes les luttes, il a participé – et contribué à les animer – à tous les mouvements sociaux des dernières décennies, de mai 68, en passant par l'expérience des grèves de 1995 dont il parlait bien souvent, jusqu'aux mobilisations des retraites de 2023 où il a pu mettre à profit cette ex-

périence pour les militantes et militants révolutionnaires qui l'ont rejoint. Très attaché à la solidarité internationale entre les travailleurs, il a entretenu des liens fraternels avec des militants révolutionnaires d'Amérique latine et a été militant de la première heure pour la défense du peuple palestinien. Il était également un défenseur acharné des droits des Roms et des sans-papiers, pour lesquels il a participé à l'animation de collectifs de mobilisation.

À travers ces moments de lutte, mais aussi les moments de reflux, il a toujours porté avec détermination les idées communistes révolutionnaires. Et c'est en grande partie grâce à cette conviction qui l'animait qu'il existe aujourd'hui des militantes et militants à Annecy prêts à continuer le combat et à tenir le flambeau qu'il nous a laissé.

LE COMITÉ DE HAUTE-SAOIE
DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES



AGENDA

>> SAMEDI 4 OCTOBRE
de 14 à 22 h 30

FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES DE CENON (AGGLOMÉRATION DE BORDEAUX)

88 cours Victor-Hugo



>> JEUDI 9 OCTOBRE
à 18 h 30

RÉUNION PUBLIQUE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES JEUNES À LYON

Campus des Quais

>> SAMEDI 11 OCTOBRE
de 15 à 23 heures

FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

À Angers,
6 rue Édouard-Floquet



>> SAM. 15 NOVEMBRE

FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

À Metz,
2A rue Monseigneur Pelt



Ras-le-bol des médias des milliardaires ?

ABONNE-TOI À RÉVOLUTIONNAIRES



Infos, tarifs et abonnement

Pour un parti des travailleurs et des travailleuses, **communiste & internationaliste**



npa-revolutionnaires.org

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

UN TOIT, UN DROIT !

Logements introuvables, profits imbattables !

Fin septembre, le congrès des organismes HLM a été l'occasion de dresser un constat en béton : près de trois millions de foyers pa-tientent toujours pour accéder à un logement social. Chaque année, à peine un demandeur sur dix voit sa demande aboutir. Démolie par les coupes budgétaires de l'État, la construction de logements sociaux a reculé de 124 000 en 2016 à 85 000 en 2024.

Les grands fonds immobiliers, eux, bâtissent des fortunes sur nos loyers. De plus en plus, les logements se concentrent entre les mains d'une minorité. Crise du logement ? Pour qui ? Le secteur reste un marché très rentable : au premier semestre 2025, rien qu'en France, l'investissement en immobilier résidentiel a atteint près de 2 milliards d'euros, en hausse de 14 % sur un an.

Dans le monde, plus d'1,1 milliard de personnes vivent dans des bidonvilles ou dans des logements précaires, sans eau potable ni assainissement. L'exode rural, combiné au manque de moyens des États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, accentue la crise du logement. Les politiques publiques, quant à elles liées aux intérêts financiers, restent très limitées. La plupart des lotissements neufs, si profitables aux constructeurs et aux bailleurs, restent inaccessibles pour le plus grand nombre, dont l'habitat souffre du manque d'entretien, de sécurité et de salubrité. En 2019, un immeuble s'est effondré à Marseille, faisant huit morts et des centaines d'évacués.

Les travailleurs subissent ainsi une double peine. Après s'être fait exploiter au travail, ils doivent consacrer une part écrasante de leurs revenus à des loyers exorbitants, sous peine de se voir expulsés. Un récent rapport de l'Organisation des Nations unies indique qu'en Afrique subsaharienne, par exemple, les ménages dépensent en moyenne 43,5 % de leurs revenus pour se loger, contre 20 à 30 % en Europe.

Face à cette situation, les classes populaires s'organisent : collectifs de locataires, mobilisations contre les expulsions... Car derrière la crise du logement se joue une lutte sociale pour imposer qu'un logement décent soit garanti pour tous et toutes.

MARTIN ERAUD • 30/09/2025

Quelle crise du logement ?

La spéculation foncière et immobilière comme les difficultés de logement des classes populaires sont sans doute aussi anciennes que le capitalisme : la concentration des emplois dans les villes, en attirant des masses de prolétaires, fait de la question du logement une des questions sociales les plus pressantes. Les dernières décennies n'ont pas fait exception : la flambée des prix de l'immobilier a occasionné non seulement une forte augmentation des inégalités de patrimoine¹, mais aussi des difficultés croissantes pour se loger pour les jeunes, les travailleurs précaires et, plus généralement, les familles des classes populaires.

Le logement représente en moyenne plus du quart des dépenses des ménages, proportion qui augmente à mesure que le revenu baisse. Pour les ouvriers, les employés, les pauvres et les étudiants, c'est donc la crise du logement en permanence. Mais pourquoi ? Et quelle forme cette crise prend-elle actuellement ?

LE LOGEMENT : UN MARCHÉ SPÉCULATIF

Sous le capitalisme, les logements sont des marchandises et doivent donc être source de profit. Leur prix augmente parce que les investisseurs veulent pouvoir empêcher une plus-value en les revendant plus cher. Dans l'attente, l'investissement rapporte sous la forme de loyers, qui ne sont rien d'autre qu'une ponction sur les revenus des travailleurs pour entretenir la rente immobilière.

Ce mécanisme s'adosse à l'État et aux collectivités qui permettent aux promoteurs de rénover et construire, notamment à la faveur des plans dits de « rénovation urbaine ». Il s'adosse aussi aux banques et au capital financier, sous la forme de prêts permettant - moyennant intérêts - à des ménages d'acheter des biens très onéreux.

COUP DE FREIN SUR LES CONSTRUCTIONS

Ces logiques spéculatives se renversent, parfois de façon très spectaculaire, comme lors de la chute toute récente du géant chinois de la promotion immobilière Evergrande, plombé par une dette abyssale. Après des années d'euphorie sur les prix et de surproduction de logements, la crise du Covid a mis un coup d'arrêt brutal à la bulle spéculative, précipitant la crise immobilière : la baisse des prix, loin de profiter aux mil-

lions de travailleurs en mal de logement, a provoqué la chute de promoteurs et laissé inachevés ou vides des dizaines de milliers d'immeubles dans la plupart des grandes villes du pays.

En France aussi, la construction immobilière est en crise depuis 2020-2021. Le coup de frein sur la construction de logements s'explique jusqu'au premier trimestre 2022 par des difficultés d'approvisionnement en matériaux causées par la désorganisation des chaînes d'approvisionnement post-confinement. Depuis, c'est la demande qui est à la peine : la crise inflationniste et la forte hausse des taux d'intérêt des crédits immobiliers ont mis à mal le pouvoir d'achat des potentiels acheteurs, et rendu plus périlleux les montages financiers des promoteurs².

Moins spectaculaire que la chute du géant chinois Evergrande, ici aussi des promoteurs ont fait les frais de ce retournement. C'est le cas de Réalités à Nantes qui, après avoir amplement profité des opérations de rénovation urbaine, se trouve dans l'incapacité d'honorer une forte dette alors que la marché est en net recul (-37 % de ventes de logements neufs à Nantes en 2023 par rapport à 2022).

Le marché du logement ne peut qu'entretenir la pénurie permanente. Il fonctionne comme un grand détournement d'argent - sous la forme de loyers ou d'intérêts bancaires - au profit des spéculateurs et des banques, laissant sur le carreau un nombre croissant de travailleurs et de familles des classes populaires.

SACHA CREPINI • 30/09/2025



1. Insee Références, octobre 2024, www.insee.fr/fr/statistiques/7941439

2. Insee, Note de conjoncture, mars 2024, www.insee.fr/fr/statistiques/7943933

Toulouse : chassez ces pauvres que l'on ne saurait voir

Éloigner les pauvres loin du centre : c'est bien une politique consciente que l'on observe dans beaucoup de grandes villes. C'est le cas à Toulouse. Plusieurs quartiers emblématiques tels qu'Arnaud-Bernard, Reynerie, Saint-Michel, Empalot, longtemps quartiers populaires où vivaient de nombreux travailleurs immigrés, sont vidés au profit d'habitants plus aisés. Entre les travaux de rénovation ou la construction d'immeubles neufs (que seuls des foyers aux revenus plus élevés peuvent se payer), et les destructions d'anciens HLM (sans solution de relogement pour tous leurs habitants), en passant par l'augmentation des loyers par les propriétaires qui bénéficient de l'attractivité de la métropole, tout est fait

pour déporter les pauvres en périphérie, voire au-delà de la métropole dans les communes rurales. Sous couvert de lutter contre le trafic de drogue, les mairies de droite comme de gauche ont renforcé l'arsenal sécuritaire dans certains quartiers comme Arnaud-Bernard, installant des caméras de sécurité et des contrôles de flics permanents.

Dans le quartier du Mirail, des habitants ont appris du jour au lendemain que leur bâtiment allait être détruit, sans savoir où ils allaient être relogés. Depuis plusieurs années, une bataille est engagée contre la mairie pour faire valoir le droit des habitants à garder leur logement. Mais, au lieu de

mettre en place des travaux de rénovation, la mairie et les bailleurs sociaux appliquent la stratégie de la terre brûlée : tout raser et reconstruire pour attirer des populations plus aisées. Face à la résistance des habitants, la mairie laisse pourrir la situation en n'effectuant pas de travaux de rénovation et attend que les habitants partent d'eux-mêmes, par découragement. On assiste donc à des politiques d'éloignement des classes populaires du centre-ville, afin de le rendre plus attirant pour les touristes (selon le maire de droite Moudenc !).

CORRESPONDANT • 30/09/2025

PAS ASSEZ DE LOGEMENTS POUR TOUS ET TOUTES : VRAIMENT ?



En France, 4,2 millions de personnes vivent sans logement stable ou dans la précarité, dont 350 000 sans domicile fixe, parmi lesquelles près de 3 000 enfants. Pendant ce temps, les loyers explosent et des milliers de familles sont laissées sur le carreau.

AIRBNB, UN JACKPOT POUR LES BAILLEURS PRIVÉS

En 2025, il n'est pas rare que la location à la nuit rapporte deux fois plus qu'un bail classique : 11 200 euros en moyenne contre 6 200 euros pour une location longue durée. Dans les grandes villes françaises, la location touristique grignote jusqu'à 8 % du parc locatif privé, ce qui réduit d'autant l'offre disponible pour les habitants. Cette raréfaction tire les loyers vers le haut et aggrave la pénurie. Résultat : les classes populaires sont chassées vers la périphérie, forcées de faire des kilomètres pour se rendre au travail.

SE LOGER : UN CAUCHEMAR DE CHAQUE RENTRÉE POUR LES ÉTUDIANTS

Avec des annonces qui disparaissent en quelques heures et des loyers étudiants en

hausse de près de 5 % sur un an, dénicher une simple chambre est devenu un vrai parcours du combattant. Dans certaines villes, une annonce peut attirer plus de 1 000 demandes en quelques jours ! Quant au Crous, pourtant conçu pour loger les étudiants modestes, il ne couvre que 10 % des besoins et celui de Paris a récemment annoncé une augmentation des loyers de 3,26 %. Entre les files d'attente interminables, les colocations de fortune et la flambée des loyers, il ne reste plus qu'à choisir entre payer son loyer... ou se nourrir !

ET SI ON RÉQUISITIONNAIT ES LOGEMENTS VACANTS ?

En 2025, plus de trois millions de logements restent vides, parfois parce que les propriétaires manquent de moyens pour l'entretien, mais souvent par choix marchand de propriétaires qui, eux, auraient parfaitement les moyens de mettre ces logements dans le parc locatif ! Il existe bien une taxe sur les logements vacants, mais elle est facile à contourner puisqu'elle ne s'applique qu'aux logements vacants vides.

Réquisitionner les logements habitables est une urgence. Les préfectures et les municipalités disposent déjà légalement des moyens pour agir, mais font rarement preuve de la volonté politique nécessaire pour le faire. Lorsqu'elles appliquent le peu que la loi permet en la matière, il est fréquent que les tribunaux annulent les réquisitions.

MARTIN ERAUD • 30/09/2025

Engels et La question du logement



La crise du logement a accompagné le développement du capitalisme depuis le XIX^e siècle. Engels montre dans ce texte les problèmes rencontrés par l'Allemagne lors de sa révolution industrielle. En quittant les campagnes, les travailleurs se sont retrouvés dans les grandes villes en pleine croissance, entassés dans des taudis, trop petits et souvent insalubres, quand ils n'étaient pas à la rue. Pour Engels, l'accession à la propriété n'est pas une panacée : les patrons peuvent en profiter pour baisser massivement les salaires, alors même que crédit et factures sont déjà difficiles à rembourser. La logique du profit rend impossible de répondre à la pénurie de logements : faute de planification, la demande et l'offre ne peuvent jamais coïncider. L'État a surtout cherché à déplacer la misère dans des quartiers séparés des quartiers commerciaux et des quartiers riches. Les objectifs de Haussmann, qui a dirigé la rénovation de Paris sous le Second Empire, tels que Engels les décrit rappellent ceux des « gentrificateurs » d'aujourd'hui.

RUSSIE 1917 : L'EXPROPRIATION DES PROPRIOS

En Russie, le bouleversement des rapports de propriété introduit par la révolution de 1917 a également transformé en profondeur la question du logement. Dans un contexte de guerre civile qui rendait difficile la construction massive de nouveaux logements, et pour rendre effectif le droit au logement, le jeune État ouvrier a réquisitionné

« La logique du profit rend impossible de répondre à la pénurie de logements. »

non seulement tous les logements vides, mais aussi ceux de la bourgeoisie et de l'aristocratie, qui ont alors été découpés pour y loger plus de monde.

Faute de moyens – et aussi parce que la déchéance stalinienne a laissé cette question de côté –, la crise du logement n'a pas été résolue, mais les logements insalubres, surpeuplés, ainsi que les sans-abris sont devenus nettement plus rares.

Collectiviser tout le secteur de l'immobilier, y compris les sociétés immobilières et les entreprises de construction, pour loger tout le monde dignement : voilà qui a de quoi effrayer bien plus les grandes fortunes que l'indolore taxe Zucman !

ROBIN KLIMT • 30/09/2025

La lutte pour le droit au logement en Espagne

Suite à la crise économique mondiale de 2008, l'Espagne a connu sa propre crise des *subprimes*, plusieurs bulles immobilières ayant entraîné une variante locale de la crise. Après quoi de nombreuses familles aux revenus modestes se sont vues dans l'incapacité de payer leurs crédits d'achat de logement. Menacés d'expulsion par les banques si elles ne payaient pas, des milliers de personnes ont été mises à la rue, certaines se sont même suicidées en apprenant que leur logement allait être saisi.

Face à cette violence, les habitants concernés ont cherché à tisser des liens entre eux afin de s'organiser contre les expulsions et pour faire valoir leur droit au logement. Cette mobilisation s'est structurée notamment autour de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca, ou PAH (Collectif des concernés par l'hypothèque). Elle a été fondée en 2009 à Barcelone, puis s'est étendue dans tout le pays. Lorsqu'ils apprenaient qu'une expulsion allait avoir lieu, les habitants mobilisés se regroupaient en sit-in et empêchaient les commissaires de justice d'agir. Le réseau de la PAH joue depuis plusieurs années un rôle moteur dans la lutte pour l'accès au logement et est à

l'initiative de manifestations qui, chaque année, réunissent des milliers de personnes, en particulier en 2025 où les manifestations ont été remarquablement fournies.

En Espagne, comme partout mais de manière plus accentuée, l'accès au logement est très difficile pour la plupart des travailleurs, en particulier pour les jeunes. Les grands propriétaires (20 %) concentrent la plupart des logements locatifs (60 %) et nombreux sont ceux qui préfèrent les louer par Airbnb pour les touristes plutôt qu'à l'année. Derrière l'accusation que la faute serait au tourisme de masse, ce sont en réalité, comme toujours, les choix des possédants pour maximiser leurs profits qui laissent les plus pauvres sur le carreau. La loi pour le logement, les quelques aides sociales au logement mises en place par le gouvernement de Pedro Sánchez sont de biens maigres pansements face à un problème de fond, qui impliquerait de s'attaquer à la propriété des banques et des bailleurs sociaux pour garantir que tout le monde ait un logement digne.

JEAN EINAUGIG • 30/09/2025



PLATAFORMA DE AFECTADOS POR LA HIPOTECA



« Le site de l'association Plataforma de afectados por la hipoteca »



« Article de IZAR, notre organisation sœur en Espagne »



« Article de Voz obrera (Union communiste internationaliste) »

Macron-Trump-Netanyahou à l'ONU : passe d'armes sur le dos des Palestiniens

GAZA

DEUX ANS DE POUR L'EX

Dans son discours du 22 septembre 2025 à l'ONU, ce sont surtout de nombreuses exigences au Hamas et aux Palestiniens dans leur ensemble qu'a exprimées Macron en prétendant reconnaître un État palestinien. Mais quel État ?

UNE ENCLAVE FANTOCHE

Il lui demandait ainsi, outre la libération des otages, d'accepter une « administration de transition » qui exclurait les organisations hostiles à l'État d'Israël, « accompagnée de forces de sécurité » dont la France se propose d'assurer la formation. Leur mandat serait « le démantèlement et le désarmement du Hamas », avec le soutien d'une « mission internationale », à laquelle la France « est prête à contribuer », sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, « avec le consentement des autorités israéliennes. »

Ce que propose Macron, c'est en fait un gouvernement palestinien fantoche, aux ordres des impérialistes, un État qui serait « souverain, indépendant » et... « démilitarisé » : exactement le plan de Trump. Macron se contentant de vouloir remplacer Tony Blair ?

Le gouvernement israélien, lui, peut bien rester aux mains d'une extrême droite qui refuse d'entendre parler d'un État palestinien, avec une armée qui prête main forte aux colons en Cisjordanie. Macron lui demande seulement de consentir à un cessez-le-feu à Gaza en vue de négociations.

EXTRAVAGANCES DE TRUMP

De son côté, Trump s'est livré, comme à son habitude, à des mensonges éhontés et aux théories les plus folles : délire sur « l'invasion migratoire » qui serait orchestrée par l'ONU, élucubrations sur la charia qui serait en passe d'être introduite à Londres... Il a promis « l'enfer » aux pays européens qui, selon lui, ne sont pas assez violents dans les coups qu'ils réservent aux travailleurs, notamment immigrés. Pour lui, l'ONU, une institution pourtant établie par les impérialistes pour se partager la garde de l'ordre impérialiste mondial, est désormais une institution de trop, en tout cas pas assez docile à son goût. Et comme il faut accélérer les forages de pétrole, le pillage des richesses planétaires, et exploiter toujours davantage le prolétariat mondial, Trump a saisi l'occasion pour dénoncer l'accord de Paris sur le climat, qui est pourtant bien timide et surtout destiné à garantir aux impérialistes de pouvoir continuer à détruire la planète. Mais pour lui, c'est encore trop...

UNE RÉPONSE BIEN PLUS CONCRÈTE DU CÔTÉ ISRAËLIEN

Côté Netanyahu la réponse ne s'est pas fait attendre. Devant une salle vidée d'une cinquantaine de délégations, il a égrené les ennemis qu'il a « rayés de la carte » depuis un an : des dirigeants houthistes (alliés de l'Iran) au Yémen, le dirigeant du Hamas Yahya Sinwar, celui du Hezbollah Hassan Nasrallah, le régime d'Assad en Syrie, des chefs militaires et des scientifiques nucléaires iraniens... Ajoutant : « Mais nous n'en avons pas terminé. [...] Israël doit finir le boulot. »

C'est bien ce qu'il fait avec la destruction méthodique du nord de la ville de Gaza et son invasion depuis le 15 septembre, tout en niant le génocide dans une rare démonstration de mauvaise foi. Israël sauverait des vies en annonçant ses frappes, le nombre de victimes civiles serait dû au fait que « Gaza est la zone la plus densément peuplée sur Terre », la famine serait organisée par le Hamas...

Pour Gaza, ses exigences sont exactement celles de Trump... et du projet de Macron : la démilitarisation, un contrôle israélien sur la sécurité de la zone et une « autorité civile pacifique [...] attachée à la paix avec Israël. »

Mais, quelle paix ? Aux « pays arabes et musulmans », il pourrait donner accès à « des technologies de pointe », y compris avec la Syrie, à condition qu'ils garantissent l'ordre contre les peuples dans la région et qu'au Liban, le Hezbollah soit désarmé. Et il a surtout rejeté toute possibilité d'État palestinien, qui reviendrait à « donner un État à Al-Qaïda à un kilomètre de la ville de New York après le 11 septembre. »

Dans un message vidéo la veille, il avait réaffirmé : « Aucun État palestinien ne verra le jour à l'ouest du Jourdain. » Pour cela, il a garanti que la colonisation allait continuer, se vantant d'y avoir déjà « doublé les implantations juives ».

Derrière le cinéma à l'ONU, la suite allait donc se régler entre Trump et Netanyahu dans les bureaux de la Maison-Blanche.

J.-B. PELÉ • 30/09/2025

Deux ans de guerre déjà depuis que Netanyahu, saisissant le prétexte que lui amenait sur un plateau le raid perpétré le 7 octobre 2023 par le Hamas, a lancé son offensive sur Gaza. Plus de 65 000 morts, près de 200 000 blessés, 90 % des habitations détruites, les bulldozers venant achever le travail des bombes, une population gazaouie affamée, poussée d'un bout à l'autre de la bande en fonction des opérations militaires. Deux ans d'une guerre qui se prolonge aussi en Cisjordanie par l'accélération des implantations de nouvelles colonies avec l'appui de l'armée pour chasser les Palestiniens de chez eux.

C'est le projet de réaliser le grand Israël de la mer au Jourdain, déjà approuvé par Trump en 2017 lors de sa première présidence en même temps qu'il approuvait la transformation de Jérusalem (ville en partie palestinienne) en capitale d'Israël, que Netanyahu poursuit par cette guerre et ses prolongements au Liban et en Syrie.

Dès le début Netanyahu a bénéficié de l'appui des gouvernants de toutes les grandes puissances, et à Paris d'une manifestation de soutien rassemblant presque tout le monde politique, de députés du RN aux responsables du Parti socialiste en passant par Nicolas Sarkozy. Et qui, en Palestine, pourrait faire confiance aux soi-disant ouvertures du plan actuel de Trump et Netanyahu, s'il se souvient des premières trêves de la fin novembre 2023 destinées à obtenir une libération des otages et rompues dès le 1^{er} décembre, puis celles de janvier 2025, rompues le mois suivant.

À peine quelques gouvernants occidentaux commençaient à exprimer des réticences à l'escalade menée par Israël, non

Le plan Trump-Netanyahou L'ordre impérialiste au Moyen-Orient sur le do

Alors que les massacres s'intensifient de plus belle dans la bande de Gaza, Trump et Netanyahu ont donné une conférence de presse commune lundi 29 septembre pour annoncer leur « plan pour Gaza ».

L'annonce a commencé par une petite mise en scène : un Netanyahu contrit a dû déclarer regretter d'avoir « violé la souveraineté du Qatar », et promettre de ne pas le refaire. Une manière pour Trump de rappeler qui est le patron... Et de s'assurer de ne pas trop s'aliéner les régimes arabes, dont le soutien lui est nécessaire. Quant aux termes de l'accord, ils fleurissent l'arnaque : si le Hamas donne son accord, il devra libérer immédiatement les otages restants, contre une libération de prisonniers palestiniens. Mais pour le retrait militaire israélien de l'enclave de Gaza, aucun calendrier n'est fixé.

UNE « RIVIERA » POUR CAPITALISTES ZÉLÉS

La bande de Gaza, amputée d'un « périmètre de sécurité » de 500 à 1000 mètres de large, serait gouvernée par un « comité palestinien technocratique et apolitique », qui devra « désarmer » le Hamas. Lorsqu'on se souvient que Netanyahu s'est appuyé sur des bandes de pillards pour contrôler l'aide humanitaire et affamer Gaza, on a une idée de ce que sera ce « comité technocratique ». Une ribambelle de capitalistes et de serviteurs zélés de l'impérialisme sont d'ailleurs évoqués pour présider ce « comité » : Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, qui a accompagné Bush dans son invasion de l'Irak en 2003, Jared Kushner, gendre de Trump, son conseiller pendant son premier mandat et homme d'affaires, Marc Rowan, président du fonds d'investissement Apollo Global Management, ou encore le milliardaire égyptien Naguib Sawiris... Si Trump ne parle plus directement de « Riviera », il compte bien donner la gestion de Gaza à ses amis milliardaires, ajoutant que même l'Autorité palesti-

GUERRE GÉNOCIDAIRE EXPANSION D'ISRAËL

à cause du sort des Palestiniens, mais par crainte de voir une expulsion des habitants de Gaza vers l'Égypte déstabiliser le régime du maréchal Sissi, qu'Israël était à nouveau acclamé par tous, Macron en tête, en lançant en octobre 2024 son offensive au Liban. Tous de se réjouir de cette invasion qui a fait des milliers de morts, des centaines de milliers de déplacés, mais permis la mise en place au Liban d'un gouvernement, fidèle allié et susceptible de reprendre en main ce pays où la crise sociale avait provoqué la grande vague de manifestations et grèves de 2019-2021. Applaudissements encore lors des bombardements israéliens sur l'Iran, en juin dernier, que les bombardiers américains sont allés compléter en ciblant les infrastructures de l'industrie nucléaire du pays.

Car derrière la guerre d'expansion que mène Israël pour ses propres intérêts, il y a pour les grandes puissances avant tout l'ordre contre les peuples de la région, l'ordre pour le pétrole. Avec ce jeu d'équilibre entre les frasques guerrières de leur principal gendarme qu'est cet État d'Israël, et les dictatures des pays arabes voisins dont ils ont tout autant besoin et qu'il faut éviter de déstabiliser.

D'où ces deux ans aussi de tractations diplomatiques, d'où ce récent geste de Macron à la tribune de l'ONU, et peut-être aussi les craintes des États-Unis eux-mêmes que l'expulsion totale des Palestiniens de Gaza ou d'une partie de ceux de Cisjordanie, vers l'Égypte ou la Jordanie ne déstabilise les dictatures en place dans ces deux pays. Là est leur seul souci.

OLIVIER BELIN • 30/09/2025

CISJORDANIE : L'AUTRE GUERRE D'ISRAËL

Les déclarations de Trump affirmant qu'il « ne permettra pas à Israël d'annexer la Cisjordanie » sonnent aussi faux que la tardive reconnaissance de la Palestine par Macron... « Je ne le permettrai pas. Cela n'arrivera pas » dit Trump, alors qu'en réalité l'annexion de la Cisjordanie par Israël progresse déjà de jour en jour.

Les accords d'Oslo de novembre 1995 prévoyaient la division de la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967, en trois zones : la zone A (18 % du territoire) administrée par l'Autorité palestinienne ; la zone B (22 % du territoire) sous administration civile de l'Autorité palestinienne et contrôle militaire conjoint israélo-palestinien et la zone C (60 % du territoire), où se trouvent les meilleures terres agricoles, qui est entièrement contrôlée par Israël. Cette séparation était censée être provisoire. Non seulement elle perdure, mais la situation s'est depuis considérablement dégradée au détriment des Palestiniens.

Bien que formellement placée sous administration palestinienne, la zone A, qui abrite les principales villes, est le théâtre de fréquentes incursions de l'armée israélienne. En 1997, Hébron, la plus grande ville de Cisjordanie avec 208 000 habitants, a été elle-même séparée en deux parties : la zone H1, sous contrôle palestinien, et la zone H2, sous contrôle israélien militaire et civil. Dans cette zone, 850 Israéliens, protégés par 2 000 militaires, résident dans des quartiers dont l'accès est interdit aux Palestiniens, qui sont obligés de franchir des points de contrôle pour circuler dans leur propre ville. Tous ceux qui le pouvaient ont préféré déménager.

UN NETTOYAGE ETHNIQUE EN COURS

En Cisjordanie occupée, les attaques des milices de colons n'ont cessé de s'intensifier depuis le 7 octobre 2023. Les habitants de la zone C, sous contrôle total des

autorités israéliennes, et ceux de la zone B doivent subir le harcèlement et les violences quotidiennes de colons soutenus par l'armée : voitures et maisons incendiées, passages à tabac, occupation de terres, vol de bétail, arrachage d'oliviers, destruction de canalisations d'eau. Leur objectif est de terroriser les Palestiniens pour les obliger à fuir leur village.

Des habitants chassés de leur terre depuis des générations sont empêchés de retourner chez eux par l'armée, sous prétexte qu'ils ne peuvent fournir de certificats de propriété (alors que les partisans du « grand Israël » n'ont d'autre certificat de propriété que la Bible !).

Selon les décomptes de l'Autorité palestinienne, 981 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023, dont une vingtaine par des colons qui bénéficient d'une impunité totale.

Aujourd'hui, 2,8 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie, contre 700 000 colons israéliens répartis dans 156 colonies. Ces colonies, construites illégalement, bénéficient du soutien du gouvernement israélien et de la protection de l'armée. Elles occupent déjà 42 % du territoire. Le gouvernement israélien entend d'ailleurs poursuivre la colonisation, puisqu'il a annoncé la création de 22 nouvelles colonies. Il ne cache plus son intention d'annexer la totalité de la Cisjordanie. En réponse à l'annonce de la reconnaissance d'un État palestinien par Macron, le ministre israélien de la Défense a déclaré : « Ils reconnaîtront un État palestinien sur le papier, et nous nous construisons ici l'État juif israélien sur le terrain. »

Il ne faut pas compter sur Trump ni sur les dirigeants des États impérialistes pour exercer la moindre pression politique et économique sur leur allié israélien afin de faire cesser cette situation.

THIERRY FLAMAND • 30/09/2025

os du peuple palestinien

nienne, pourtant très docile et accommodante avec l'État israélien, n'avait « aucun rôle » à jouer à Gaza, et excluant toute idée d'un État palestinien

DES ÉTATS ARABES VOISINS QUI CRAIGNENT UN AFFLUX DE RÉFUGIÉS

Dans un communiqué commun, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Turquie et le Pakistan, ont salué « le rôle du président américain et ses efforts sincères visant à mettre fin à la guerre à Gaza ». Car l'essentiel pour eux n'est en effet pas le sort du peuple palestinien, mais de s'assurer de ne pas avoir à gérer un afflux massif de réfugiés, deux millions de pauvres de plus et qui ont la sympathie de tous les pauvres d'Égypte et de Jordanie et pourraient bien être un ferment de la contestation sociale.

AURÉLIEN PERENNA • 30/09/2025

POUR L'UNION EUROPÉENNE, TOUS LES DRONES NE SE VALENT PAS !

Partie au début du mois de septembre de Barcelone, et en route pour Gaza afin d'en briser le blocus et de dénoncer le génocide en cours, la flottille humanitaire a subi de nouvelles attaques de drones alors qu'elle était au large de la Crète. Le 24 septembre, plusieurs de ses embarcations ont été touchées par des fusées éclairantes explosives et des grenades assourdissantes. Des objets non identifiés ont été lâchés par des drones. La précédente attaque avait eu lieu alors qu'elle faisait escale en Tunisie, provoquant un début d'incendie sur l'un des bateaux. Ses responsables ont accusé Israël d'être derrière ces attaques. Un navire militaire italien a été déployé vers la zone en réponse à ces agressions, suivi par un bâtiment espagnol. Un changement d'attitude de la part de Meloni, qu'on peut sans aucun doute lier aux grèves et manifestations massives qui ont eu lieu le 22 septembre en Italie. Mais il est frappant de voir la différence de réaction des pays européens, selon qu'il s'agit de drones israéliens ou

de drones russes : suite aux incursions récentes dans de nombreux pays d'Europe, l'UE monte au créneau, clamant qu'elle ne laissera pas ces attaques sans réponse. Pourquoi ne fait-elle pas de même vis-à-vis d'Israël qui menace la sécurité de ses ressortissants à bord de la flottille ? La réponse est dans son soutien indéfectible à la politique d'Israël, au-delà de ses protestations de façade.

LYDIE GRIMAL • 30/09/2025



Embargo espagnol sur les armes israéliennes : un embargo pas si total...

« L'Espagne salue la proposition de paix pour Gaza avancée par les États-Unis. » Telle a été la réaction de Sánchez au plan présenté par Trump. Une réaction qui jette une lumière crue sur la réalité des « critiques » du gouvernement PSOE-Sumar (équivalents du PS et du PCF) à la politique américaine et à son soutien au génocide à Gaza.

Car ce gouvernement est souvent cité en exemple par la gauche française... Pourtant, dès 2023, lorsque la ministre Ione Bellera, membre de Podemos, avait osé parler de génocide, Sánchez s'était empressé de faire une mise au point pour rappeler qu'il condamnait le Hamas et reconnaissait le « droit d'Israël à se défendre ».

Certes, Sánchez s'était illustré au sommet de l'Otan en refusant l'exigence de Trump d'atteindre un accroissement du budget militaire à 5 % du PIB d'ici 2035. En réalité, le prétendu « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » avait déjà augmenté ses dépenses militaires de 75 % entre 2018 et 2022, puis de 37 % en 2023, même s'il est encore aujourd'hui en dessous de 2 % du PIB.

PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS DE CONTRATS AVEC ISRAËL DEPUIS OCTOBRE 2023

Depuis le début de l'attaque contre Gaza, l'État espagnol avait signé 46 contrats d'une valeur de plus d'un milliard de dollars avec des sociétés israéliennes, dont des balles de l'entreprise IMI Systems, des lance-roquettes d'Elbit Systems pour une valeur de 700 millions d'euros, des nacelles de largage de bombes pour les avions Eurofighter et 168 missiles antichars de l'entreprise Rafael Advanced Defense Systems, pour 287,5 millions d'euros.

La majorité des contrats ont finalement été annulés entre le mois d'avril et la mi-septembre 2025, en vue du décret royal du 23 septembre mettant en place un embargo total sur le commerce des armes entre États espagnol et israélien. Mais pour les livraisons effectuées, il restera possible de continuer d'acheter des pièces de rechange ou de recourir à des services de maintenance.

UN DÉCRET D'EMBARGO HAUTEMENT CONTOURNABLE

Le décret permet encore des transferts de matériel de défense « à titre exceptionnel », à la discrétion du ministère de la Défense, couvert par la confidentialité. Et le gouvernement s'est activement mis à la recherche de nouveaux partenaires : il a signé en mai un accord avec l'entreprise américaine Lockheed Martin, offrant à la filiale espagnole de celle-ci et

aux entreprises Sener et Oesia TecnoBit une part importante dans la fabrication de missiles. Cette même Lockheed Martin fournit à l'armée de l'air israélienne les systèmes de ses nouveaux hélicoptères, et des avions F-35 Lightning II, utilisés pour pilonner Gaza et envoyés ces derniers mois au Yémen et en Iran. Car l'embargo touche les sociétés israéliennes, mais pas leurs partenaires.

Outre l'absence de sanctions pour les entreprises qui collaborent avec le génocide à Gaza ou avec l'occupation en Cisjordanie, l'État espagnol ne met pas fin à l'ensemble de ses relations commerciales avec Israël, n'interdisant que les produits issus des colonies. En novembre 2024, le port d'Algésiras a servi d'escale à des navires de l'US Navy transportant du matériel militaire à destination d'Israël, les accords entre Washington et Madrid permettant de ne pas divulguer la destination finale des marchandises. Et les bases militaires de l'Otan et des États-Unis à Rota et Morón en Andalousie, à Los Llanos aux îles Canaries, Mahon à Minorque, ou Carthagène peuvent servir à bien des transits.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 30/09/2025

Berlin : 120 000 manifestants en soutien à la Palestine

Un fleuve interminable de manifestants s'est écoulé dans les rues du centre-ville berlinois samedi 27 septembre. De nombreuses organisations appelaient à manifester contre le génocide et en soutien aux Palestiniens – loin au-delà des milieux habituels, puisque, pour l'une des premières fois, certains syndicats, le mouvement climat, ou des ONG comme Amnesty ou Medico International se joignaient à l'appel.

Et c'est de fait la plus grande manifestation de soutien à la Palestine en Allemagne depuis le 7 octobre, l'une des plus massives en Europe, très jeune, qui s'est déroulée vers les quartiers des sièges de ministères. Dans la manif, un cortège de syndicalistes – une première, petit mais remarqué. Et en conclusion, un concert par des artistes allemands connus, choisissant d'afficher publiquement leur solidarité, geste pas anodin en Allemagne, devant des dizaines de milliers de jeunes, jusqu'à 22 heures.

Peut-être un saut qualitatif dans la mobilisation, quelques jours après la grève en Italie, et alors que l'Allemagne se place comme le dernier rempart européen du soutien inconditionnel à l'État d'Israël, refusant catégoriquement même le geste symbolique de ses congénères impérialistes, de la reconnaissance d'un État palestinien. À quelques kilomètres de la manifestation, il a été bien montré que le mouvement de solidarité avec la Palestine continuera à se heurter à une répression féroce : un autre rassemblement, plus petit, a été violemment tabassé et dispersé, avec des dizaines d'arrestations.

EN ITALIE, CONTRE LA GUERRE À GAZA, NOUVEL APPEL À MANIFESTER SAMEDI 4 OCTOBRE

Après les manifestations du 22 septembre, qui avaient rassemblé des centaines de milliers de manifestants (dont 300 000 rien qu'à Rome) contre la guerre à Gaza, de nouvelles manifestations et rassemblements ont eu lieu à nouveau eu lieu vendredi 26 et samedi 27 septembre dans plusieurs villes italiennes. Les manifestants ont déclaré vouloir occuper en permanence les grandes places des villes, en vue de la manifestation nationale annoncée pour le 4 octobre à Rome.

En plus des manifestations elles-mêmes, des travailleurs des ports organisent à leur façon un blocage du trafic à destination d'Israël. Le 24 septembre, au port de Tarente, au sud de la botte italienne, une agglomération de 300 000 habitants, l'une des plus polluées du pays par ses industries chimiques et sidérurgiques, les dockers ont bloqué un pétrolier qui devait s'approvisionner en pétrole brut pour l'aviation israélienne. Un navire de la compagnie israélienne Zim a dû quitter le port sans embarquer aucun conteneur à destination d'Israël, alors que de nombreux manifestants étaient rassemblés devant les grilles du port. Les jours suivants, 26 et 27 septembre à Gênes, s'est tenu à l'appel de l'USB et du Calp (Union syndicale de base

et Comité autonome des travailleurs du port), une assemblée internationale, « Les dockers ne travaillent pas pour la guerre », a réuni des délégations syndicales des ports de différents pays, dont une de la CGT Ports et Docks pour la France.

Le 22 septembre, l'appel aux manifestations de soutien au peuple palestinien avait été lancé, comme l'est celui pour le samedi 4 octobre, essentiellement par l'USB (Union syndicale de base) et d'autres syndicats de base, qui appelaient en même temps à une grève générale et à « tout bloquer ». Par concurrence, la principale centrale syndicale, la CGIL (Confédération générale italienne du travail, un peu l'équivalent de la CGT) s'était empressée d'appeler à son tour, mais trois jours avant, le 19 septembre, pour ne pas être en reste. Preuve s'il en est de la sensibilité des travailleurs en Italie au drame du peuple palestinien et à la guerre. Et le 19, déjà, l'appel de la CGIL avait regroupé quelques dizaines de milliers de manifestants.

La journée du 22, elle, a mobilisé bien au-delà des organisateurs, réunissant à côté des travailleurs que les syndicats de base appelaient aussi à la grève, des familles et beaucoup d'étudiants et lycéens. Si la grève elle-même était loin d'être « grève générale », de nombreux secteurs ont connu des taux

de grévistes importants, en particulier dans les écoles, les entrepôts de la logistique et les transports publics. Salvini, ministre des Transports, a eu beau déclarer : « L'adhésion à la grève est basse », le taux de grévistes atteignait les 25 % sur les trains régionaux. Les taxis aussi étaient en grève, des commerces fermés, les ports étaient bloqués et des collectifs d'étudiants ont occupé les universités. Et bien que la CGIL n'appelait pas à la journée du 22, des syndiqués et même certains dirigeants de la CGIL étaient présents aux manifestations du 22 septembre, « à titre personnel ».

Alors la journée de manifestation nationale du samedi 4 octobre appelée par les mêmes syndicats de base, rejoints par la CGIL, s'annonce d'entrée largement suivie.

Si les réactions ici sont bien plus limitées qu'en Italie, et les directions syndicales apathiques, l'écœurement est le même en voyant chaque jour les images à la télé. À nous de redoubler les efforts.

THIERRY FLAMAND • 30/09/2025

La gauche et la reconnaissance de la Palestine



Aussi dérisoire et hypocrite qu'elle soit, la reconnaissance de l'État palestinien par Macron a satisfait l'ensemble de la gauche du PS à LFI...

LE PS SANS HONTE

Le PS pourrait faire profil bas, lui qui, lors de ses nombreux passages au pouvoir, n'a jamais reconnu la Palestine, a soutenu sans réserve la politique de Netanyahu et de ses prédécesseurs et a plus d'une fois réprimé le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, en interdisant par exemple les manifestations à l'été 2014, en pleine offensive israélienne contre Gaza.

Cela n'empêche pas aujourd'hui le parti de Hollande de célébrer « un jour historique » et d'ajouter, sans honte : « Cette revendication que nous portons de longue date s'accomplit aujourd'hui. » Olivier Faure se trouvait à Saint-Denis le 22 septembre, aux côtés du maire PS Mathieu Hanotin, pour une levée express du drapeau palestinien, celui-ci étant retiré dès le lendemain. À Paris, c'est des deux drapeaux, israélien et palestinien, qu'Anne Hidalgo a fait éclairer la tour Eiffel, imitant son collègue Nicolas Mayer-Rossignol qui les fait également flotter devant la mairie de Rouen depuis 2023... Renvoyant dos-à-dos colonisateurs et colonisés.

LE PCF TOUJOURS BERCÉ D'ILLUSIONS

De nombreuses mairies PCF, comme Gennevilliers ou Malakoff (Hauts-de-Seine), Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), La Courneuve et Stains (Seine-Saint-Denis), Corbeil-Essonnes (Essonne) ou encore Tarnos (Landes), ont été condamnées par la justice ces derniers mois ou ces derniers jours, pour avoir pavé aux couleurs de la Palestine. Nous ne pouvons qu'exprimer notre solidarité face à cette répression administrative.

Le PCF menait une campagne active depuis des années pour la reconnaissance de l'État palestinien par la France... Il avait même relancé une énième pétition en ce sens en mai 2024, montrant d'ailleurs sur une carte à quoi ressemble dans les faits la « solution à deux États » : deux petits territoires, la minuscule bande de Gaza et une à peine plus grande Cisjordanie, séparés de part et d'autre de l'État israélien.

En toute logique, Fabien Roussel s'est donc réjoui d'une « victoire, tardive, mais une victoire quand même ».

LFI PLUS CRITIQUE MAIS TOUJOURS 100 % INSTITUTIONNELLE

LFI se montre plus critique. Si Mélenchon s'est félicité d'une « victoire morale » et « irréversible », les députés insoumis écrivent dans un communiqué qu'elle n'est pas « une fin en elle-même » et que « la lutte et la résistance contre cette guerre coloniale d'Israël ne sont pas terminées »... Tout en s'en remettant toujours, sans surprise, aux institutions internationales (l'ONU, la Cour internationale de justice, la Cour pénale internationale), et à la « diplomatie française »... Comme si la France n'avait pas une longue tradition d'oppression et d'écrasement des peuples de la planète !

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 30/09/2025

Nancy. Solidarité avec Alex : la répression patronale ne nous empêchera pas de dénoncer le génocide

En juin, nous étions déjà nombreuses et nombreux aux côtés d'Alex, développeur et représentant de Solidaires Informatique chez Pelico, pour dénoncer la mesure de licenciement engagée à son encontre par sa direction. Son crime ? Refuser, avec ses collègues, que leur travail serve à armer le génocide en cours en Palestine. C'était en effet un projet particulièrement lucratif pour l'entreprise que de vendre le logiciel sur lequel ils travaillaient à un fabricant d'armes américain connu pour fournir l'État colonisateur d'Israël.

Si la solidarité d'alors avait eu raison de cette tentative de répression, la direction de Pelico s'acharne contre le camarade, accusé de perturber le bon fonctionnement de l'entreprise. Le NPA-Révolutionnaires renouvelle son soutien à Alex ! Ce ne sont ni les travailleurs qui refusent de baisser la tête, ni celles et ceux qui combattent le génocide en Palestine qu'il faut virer, mais bien les patrons qui voudraient nous imposer leur loi, et pour qui il n'y a que le profit, à tout prix.

CORRESPONDANT • 30/09/2025



Mobilisation à Air liquide Sassenage



Jeudi 25 septembre, une centaine d'opérateurs, techniciens et cadres d'Air Liquide Advanced Technologies ont fait une heure de grève et se sont réunis devant le site de Sassenage, près de Grenoble. Elles et ils protestaient contre le licenciement pour motif économique de huit de leurs collègues et contre le passage en 2x8 à partir de 2026, au lieu d'horaires de journée actuellement.

FORTE MOBILISATION DES ATELIERS

Parmi les salariés grévistes, nombreux sont techniciens ou opérateurs au sein de l'atelier Space. Ils avaient fait grève deux jours avant, une heure aussi, à l'occasion de la visite d'un représentant d'Ariane. Au-delà des licenciements et des horaires plus contraignants, c'est la dégradation générale des conditions de travail et des acquis que beaucoup dénoncent.

En août, la direction a forcé la pose d'une seconde semaine de congés, contre une seule obli-

gatoire les années précédentes. Elle a également réduit les moyens alloués aux salariés en déplacement pour installer et entretenir les machines vendues aux quatre coins du monde. Enfin, beaucoup ont en tête le sort des salariés de l'atelier aéronautique, vendu en 2023 à Safran, géant de l'armement et fournisseur de l'armée d'Israël.

L'appel de l'intersyndicale CFE-CGC, CGT et CFDT a débrayé une heure ce jeudi est donc apparu comme un moyen d'exprimer une opposition.

Car Air Liquide Advanced Technologies n'est pas sur la paille. Spécialisée dans la réfrigération extrême des gaz, l'entreprise exploite 2 600 salariés et la maison mère Air liquide se classe au 12^e rang mondial des entreprises chimiques les plus rentables.

TOUT BLOQUER PAR LA GRÈVE !

Le recours à la grève survient dans le contexte de mobilisation contre le budget gouvernemental. Et à quelques centaines de mètres de l'usine, des salariés du Centre Hospitalier Alpes-Isère étaient eux et elles aussi en grève ce même 25 septembre, là aussi notamment contre les changements d'horaires et la journée de 12 heures imposée.

Quelques participants aux assemblées générales « Bloquons Tout » avaient d'ailleurs fait le déplacement pour soutenir les grévistes d'Air liquide puis du CHAI. Une convergence qui pourrait se retrouver à la manifestation du 2 octobre. D'ici là, les grévistes d'Air liquide ont prévu un nouveau débrayage ainsi qu'un rassemblement le 30 octobre devant leur site.

CORRESPONDANT • 30/09/2025

LE 18 SEPTEMBRE À L'HÔPITAL DE LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE À PARIS...



Après une assemblée générale à 70, des prises de parole et un atelier banderoles, les agents ont manifesté dans l'hôpital, passant sous les fenêtres des collègues : rien de mieux pour réchauffer un peu l'ambiance dans les services et populariser la mobilisation ! Puis cortège à travers Paris, en passant devant les gares au cri de « Soignants, cheminots, même patron même combat », pour rejoindre le rassemblement des hospitaliers devant le siège de l'AP-HP à l'hôpital Saint-Antoine. Le directeur de l'AP-HP, peu téméraire, ne s'est même pas pointé. Alors, pendant que l'intersyndicale discutait, rebelote, manif dans l'hôpital. Dernière étape, le cortège a rejoint la manif parisienne à Bastille, et les autres secteurs. Une journée pleine d'énergie, de kilomètres de marche, de slogans et d'échanges. De quoi garder le moral quand, le soir, l'intersyndicale nationale a préféré annoncer un « ultimatum » plutôt que d'appeler à rester mobilisés... Dans les AG organisées dès le lendemain, chacun sentait bien qu'il faudrait aller plus loin et assumer la confrontation avec le gouvernement.

CORRESPONDANTE • 30/09/2025

Menaces sur la prime Ségur

Pas de « *changement de cap* », Lecornu a confirmé vendredi dernier vouloir priver le budget de la santé de 5 milliards d'euros, comme le voulait déjà Bayrou. Il est allé jusqu'à déclarer, lors d'une visite à l'hôpital de Mâcon, que la dette était due au fait qu'on avait « *beaucoup investi dans les hôpitaux, en particulier dans les rémunérations* » ! De quoi s'étouffer... quand on voit l'état des hôpitaux, les conditions de travail et les salaires des soignants. Même discours pour Agnès Buzyn, l'ancienne ministre de la Santé, qui a carrément dit que c'était la faute du Ségur si l'État était endetté. La prime Ségur avait été arrachée par la mobilisation des soignants après la crise du Covid. Celles et ceux qui, du fait de la casse organisée de l'hôpital, avaient travaillé dans les pires conditions, en première ligne, sans aucun matériel – et que le gouvernement s'était contenté d'applaudir, tout en les privant des moyens de travailler. Par la grève et la mobilisation, les hospitaliers s'étaient fait entendre et avaient décroché cette prime, pérennisée ensuite sous la forme d'un complément de traitement indiciaire, et étendue – en partie seulement ! – au social et médico-social, sous la pression de la mobilisation. Une manière pour le gouvernement de ne pas lâcher de vraies augmentations de salaire, mais cela faisait bien longtemps qu'une telle somme n'avait pas été décrochée ! Alors la suppression de cette prime aurait de quoi mettre le feu aux poudres ! Les coupes budgétaires, c'est toujours pour les mêmes : la santé, l'éducation... Pour les patrons ou l'armement, c'est tapis rouge et subventions.

EMMA MARTIN • 29/09/2025

... et dans les hôpitaux de Lyon



À Lyon, depuis le début du mouvement « Bloquons-tout », la colère s'exprime chez les hospitaliers. Dès le 10 septembre, des rassemblements ont eu lieu devant plusieurs hôpitaux. À Édouard-Herriot, l'un des plus grands de la ville, le taux de grévistes atteignait 8 %. À l'hôpital Lyon Sud, un service de dermatologie était en grève pour l'augmentation des effectifs ! Le 18 septembre, un rassemblement commun à tous les hôpitaux a permis un départ collectif vers la manifestation : un cortège d'une centaine d'hospitaliers criant « *Du fric pour la santé, pas pour l'armée !* ». Cette fois, c'est Lyon Sud qui affichait 10 % de grévistes, un niveau de mobilisation qu'on

n'avait pas vu depuis longtemps. Les équipes du Vinatier, hôpital psychiatrique, ont aussi participé à ces journées, d'autant que leur direction veut supprimer plus de 50 postes d'infirmières ! Le 25 septembre, les hôpitaux de la Croix-Rousse et de Lyon Sud ont organisé de nouveaux rassemblements, tout en préparant la prochaine journée de mobilisation. La colère ne faiblit pas. Au contraire, elle s'enracine et se renforce dans les esprits !

CORRESPONDANTE • 01/10/2025

TRANSFERT FORCÉ DES TRAVAILLEURS DU CONTRÔLE MÉDICAL DE L'ASSURANCE MALADIE : UNE BOUCHERIE POUR LES AGENTS ET POUR LES ASSURÉS

« Il ne faut pas s'en faire, vous ne perdez pas votre emploi. » C'est la réponse de la direction de l'Assurance maladie au personnel inquiet du transfert à marche forcée des 7 500 salariés du service médical de la Sécu. Comme si bouleverser la vie des salariés, leurs conditions de travail et casser des équipes soudées n'avaient pas d'importance.

Le service médical de la Sécu s'occupait jusque-là du contrôle médical des prestations par rapport à leur légitimité médicale : affection longue durée, arrêts maladie, maladies professionnelles, accidents de travail. Il s'occupe aussi de la veille sanitaire, notamment des pratiques abusives des établissements et professionnels de santé. Le service médical avait été conçu comme indépendant des caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) qui paient les prestations afin de garantir, au moins théoriquement, la neutralité des avis rendus.

À partir du 1^{er} octobre, les médecins-conseils et le personnel administratif seront donc soumis aux desiderata des directeurs des CPAM dont le but est de réduire les coûts.

Ce transfert forcé des agents s'est fait de la pire des manières : manque d'informations, refus de réponse sur la garantie de maintien de l'emploi, les salariés ne savent même pas quelle activité ils feront dans trois mois !

Une angoisse énorme à laquelle la direction de l'Assurance maladie n'a répondu que par des formules toutes faites. Les salariés perdent leurs collègues, activités et collectifs de travail. Pour certaines et certains, ce sont trente ou quarante ans de leur vie.

La direction a conscience des conséquences. Les impacts sur la vie et l'état psychologique des agents sont tels que la médecine du travail et le cabinet d'expertise ont tiré la sonnette d'alarme. D'après les enquêtes sur les risques psychosociaux, le risque de suicide est aujourd'hui au même niveau que celui

de France Télécom, dont le PDG avait été condamné pour harcèlement dans le cadre de la privatisation.

La mobilisation contre le projet a été forte en 2025 mais elle n'a pas permis le retrait. Thomas Fatôme – directeur général de l'Assurance maladie – est un proche de Macron et a bénéficié de l'appui total du gouvernement. Mais la messe n'est pas dite et nous ne les laisserons pas remettre en cause les garanties sociales des travailleurs en cassant la Sécu !

CORRESPONDANT • 30/09/2025



FONDATION LE BON SAUVEUR,
BÉGARD (CÔTES D'ARMOR)

Faire de la psychiatrie sans soignants ?



Jeudi 25 septembre, lors d'une séance de négociation sur les salaires (NAO), plusieurs dizaines de salariés ont débrayé à l'appel de la CGT et SUD-Santé : 150 manifestants selon la presse.

La situation des salariés de la Fondation ne cesse de se dégrader et les difficultés de recrutement conduisent à des fermetures de lits - 15 pendant l'été, quand le personnel en congé n'est pas remplacé. Sans doute que la période des congés voit une décroissance des maladies psychiques !

Ce manque d'effectifs entraîne des changements d'horaires incessants et un défilé de remplaçants précaires qui épuise les équipes et nuit à la qualité du soin et de l'accompagnement. Et surtout, mécaniquement, la violence augmente. Une très grave agression a eu lieu cet été, prévisible mais largement sous-estimée par la direction.

Les salaires sont tellement misérables que nombre de nos collègues cochent dans la case « salariés pauvres » et qu'il devient quasi impossible de recruter du personnel qualifié.

La réunion sur les salaires du 25 septembre s'est soldée par un échec, la direction se réfugiant derrière le projet gouvernemental de budget austéritaire.

En effet, le gouvernement annonce une énième cure d'austérité. Les deux syndicats CGT et SUD-Santé prennent toute leur part dans la bataille actuelle contre ce budget austéritaire. C'est notamment l'engagement qui motive la CGT Santé 22 à participer à la prochaine manifestation du 2 octobre à Paris.

Pour autant, la direction de la Fondation ne peut pas se défausser de ses responsabilités. Elle a les moyens d'améliorer concrètement le quotidien des travailleurs et travailleuses de la Fondation à commencer par leur rémunération.

CORRESPONDANT,
COMITÉ NATHALIE LE MÉL • 01/10/2025

13 EUROS DE SALAIRE : LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DE MUSÉES EN LUTTE CONTRE LA GALÈRE !

Dans les musées municipaux de la ville de Paris, il faut constamment développer l'offre au public pour faire toujours plus d'entrées et valoriser des espaces pour les louer au privé.

Paris Musées a donc lancé une grande étude pour « repenser la médiation culturelle » et rediscuter le cadre d'emploi des intervenantes et intervenants culturels, négocié de haute lutte en 2008 notamment pour mieux protéger ces agents précaires. Qui en ont profité pour revendiquer une hausse des salaires, qui n'ont pas évolué depuis 20 ans !

En se mobilisant devant les musées, en s'adressant au public et aux collègues, puis en se mettant en grève reconductible pendant cinq jours à partir du 18 septembre et pendant les Journées du Patrimoine, elles et ils ont déjà contraint Paris Musées à revoir son calendrier pour négocier sur les salaires.

Les grévistes ont fait le choix de participer activement au mouvement d'ensemble du 10 et du 18 car elles et ils savent à quel point le problème des salaires est commun à tous les salariés.

À l'heure où nous écrivons, la direction a dû revoir sa proposition de hausse salariale de 10 à 16 %... mais c'est toujours insuffisant pour les agentes et agents qui réclament 50 % de hausse pour compenser les deux décennies de stagnation et les bas salaires - entre 900 et 1 800 euros selon la quotité de temps.

Les conférencières et conférenciers se sont à nouveau rassemblés le 30 septembre devant l'instance paritaire (CST) qui s'est penchée sur cette décision et restent mobilisés avec en ligne de mire la journée de grève et de manifestation du 2 octobre et le Conseil de Paris qui commence le 7.

CORRESPONDANT • 01/10/2025

Soutenez
les grévistes



SNCF GARE DE LYON-PERRACHE : CONDUCTEURS EN GRÈVE !

En raison d'un mouvement social... Voilà le début du SMS qu'ont reçu les usagers des TER de la région lyonnaise en amont du 24 septembre. Ce jour-là, les conducteurs de la gare de Perrache étaient en grève pour des embauches afin d'améliorer leurs roulements et d'éviter les journées à rallonge.

La grève a rassemblé aussi bien les conducteurs de manœuvre, qui assurent les transferts des trains vides des gares aux dépôts (TA), que ceux transportant les voyageurs sur les lignes de la région (TB). D'habitude, ces deux types de conducteurs se côtoient peu, voire se méfient les uns des autres, ce qu'entretient la direction qui justifie la surcharge des uns par de prétendus avantages accordés aux autres... Pourtant, c'est bien le sous-effectif qui dégrade les conditions de travail des deux côtés !

35 grévistes se sont réunis en assemblée générale sur leur lieu de travail, la direction a refusé de communiquer le taux de grévistes : sans doute qu'il a dû être bon !

UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE LUTTE QUI EN APPELLE D'AUTRES !

Dans les discussions sur les suites à donner à la mobilisation, certains défendent l'idée d'un mouvement reconduc-

tible. Bien qu'encore minoritaire, ils mettent en avant une vision militante de la grève : se libérer du temps pour s'organiser et surtout s'adresser à ceux qui ne sont pas encore en grève, à la conduite... et au-delà ! Dans tous les services, les raisons de se battre ne manquent pas. Et c'est bien l'agrégation de toutes ces colères qui fait peur à la direction et pourrait la faire reculer !

À l'issue de l'AG, les grévistes ont écrit un tract à distribuer à leurs collègues. Ils y appellent à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Ça coïncide avec la prochaine mobilisation à l'appel de l'intersyndicale et tant mieux. Car les journées difficiles par manque de personnel sont un problème bien au-delà de Perrache ou de la SNCF. De même, les projets de budget des gouvernements Macron sont une attaque contre tous les travailleurs, conducteurs de Perrache compris ! Alors face au patronat et à l'État à son service, autant se faire entendre aux côtés de milliers, voire de millions d'autres travailleurs !

STANISLAS ERREN • 30/09/2025

Les jeunes mineurs isolés de Rouen ne retourneront pas à la rue !

Après deux mois de campement devant la préfecture de Rouen au printemps et d'une lutte acharnée aux côtés de nombreux soutiens, les jeunes du collectif des mineurs non accompagnés (MNA) de Rouen avaient arraché un répit à leur vie de galère avec un hébergement mis à disposition pour trois mois sur la commune de Rouen. Le 30 septembre, la convention de mise à disposition des lieux, signée entre trois syndicats départementaux (FSU, CGT Educ'action, Solidaires) et la municipalité PS-PC-EELV de Rouen arrivait à échéance. Mais, convention terminée ou pas, « honte à ceux qui prendraient la responsabilité de remettre ces jeunes à la rue » ! C'est ce qu'ont déclaré à la presse les trois organisations syndicales le 29 septembre, faute d'avoir eu la moindre réponse à leurs sollicitations auprès de la préfecture de Seine-Maritime et de la mairie durant tout le mois de septembre.

Le refus de reconnaissance du statut de mineur à ces jeunes ne repose sur aucune base objective, uniquement sur la présomption de non-validité des documents fournis par leur pays d'origine (pays d'Afrique de l'Ouest en majorité). Ce refus est très souvent rejeté par une décision judiciaire

ultérieure comme en témoignent les reconnaissances de minorité validées par la justice depuis le mois de mai pour une dizaine d'entre eux, dont un jeune qui n'a jamais été reconnu mineur en Seine-Maritime et qui l'a été immédiatement dans un autre département. Concrètement, cela signifie donc que l'aide sociale à l'enfance dans le 76 s'arroge le droit de contester, sans aucune justification, la validité des documents d'état-civil de ces jeunes, ce qui les prive de la totalité de leurs droits, jusqu'à ce que la justice, des mois plus tard, finisse par leur donner raison contre le département, après de longues et coûteuses procédures. Un exemple : cet été, un mineur du collectif rouennais qui essayait de faire valoir ses droits depuis un an a finalement gagné en appel contre le département de Seine-Maritime. Il a alors été pris en charge par l'ASE pendant... deux semaines puisque le jour de ses 18 ans, il lui a été signifié par SMS qu'il était mis fin à sa prise en charge et qu'il devait immédiatement quitter son foyer. Quant à l'académie de Normandie, elle s'aligne derrière l'ASE et refuse de scolariser les jeunes tant qu'ils ne sont pas reconnus mineurs par celle-ci, en dépit de toutes les conventions internationales

signées par la France qui indiquent que le droit à l'école est supérieur à toute autre considération administrative. « La honte à la rectrice » est devenu le slogan le plus repris par les jeunes lors des nombreux rassemblements de colère devant le rectorat de Rouen !

CORRESPONDANTS • 01/10/2025



Stellantis Poissy : une étape vers la fermeture ? Ou la mobilisation !

Le 22 septembre, la direction a annoncé trois semaines d'arrêt de l'usine pour les 2 000 salariés du site, sans compter les sous-traitants internes et externes (Lear, MC Synchro, Forvia, OP Mobility, etc.) Cinq autres sites d'Europe sont aussi mis à l'arrêt.



CHÔMAGE PARTIEL POUR ACCÉLÉRER LA FERMETURE

La direction prétexte une baisse des ventes, mais refuse de donner les chiffres. En fait, elle revoit la production à la baisse pour passer de deux équipes à une seule début 2026, et fermer définitivement l'usine en 2027. Le principal véhicule fabriqué à Poissy, l'Opel Mokka, est en fin de vie : aucun projet prévu ensuite. La direction tente de calmer les esprits en annonçant de vagues activités industrielles... mais pas de production de véhicules.

D'abord soulagés de ne pas venir pendant trois semaines, les salariés sont pourtant inquiets de la perte de 200 euros sur la paye et tout le monde se rend compte qu'il y a une accélération dans le projet de fermeture.

Hasard de calendrier, le lendemain, à la Mairie de Poissy avait lieu la première rencontre officielle entre la Maire, Va-

lérie Péresse (présidente de Région) et les dirigeants du PSG qui voudraient acquérir la moitié des terrains de l'usine pour leur PSG Land (loin du Parc des Princes). Tout ça dans le dos des salariés de Stellantis qui ont improvisé le jour même un rassemblement devant la mairie de Poissy et convoqué les médias. Une délégation de l'usine de Renault Flins est venue en solidarité.

LUTTER, PRENDRE CONTACT, EN VUE DE SE COORDONNER !

Trois jours plus tard, le 26, les salariés d'OP Mobility à Flers près de Douai, sous-traitant de Stellantis, eux aussi menacés par la fermeture de leur site, sont venus protester devant le site Stellantis de Poissy, rejoints par des ouvriers de l'usine.

Lors de la manifestation du 18 septembre, les salariés de Stellantis Poissy étaient dans un cortège automobile avec ceux de Renault Flins, Lardy et Guyancourt.

Pour les ouvriers qui veulent se battre contre la fermeture du site ou pour des garanties pour les emplois, les salaires, les reclassements, la pré-retraite, des indemnités acceptables... il est clair qu'il faudra trouver un maximum d'alliés et se coordonner avec des salariés d'autres entreprises menacées par les licenciements, pour faire plier la direction de Stellantis, le patronat en général et leurs amis politiques.

CORRESPONDANTS • 01/10/2025

Retrouvez l'article complet sur notre site



Lubrizol : six ans après l'incendie, toujours pas de procès pénal !

Le 26 septembre 2019, un immense nuage de fumée cancérogène, dont on retrouvera les traces jusqu'en Belgique, s'abattait sur l'agglomération rouennaise suite à l'incendie d'une partie de l'usine Lubrizol avec des retombées de suies sur tout le nord du département de Seine-Maritime et de nombreux débris de toiture amiantée dispersés sur des kilomètres à la ronde. Si les salariés de l'entreprise n'avaient pas déplacé les stocks de pentasulfure de phosphore, la ville aurait été touchée par un gaz mortel... Mise en examen notamment pour « mise en danger de la vie d'autrui par violation manifeste délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence », Lubrizol, multinationale du multimilliardaire Warren Buffet, chouchoutée par les pouvoirs publics, a tout fait pour rejeter la faute sur un de ses sous-traitants, alors que les experts ont bien confirmé que le départ de feu a eu lieu sur son propre site. Elle a tout fait pour ralentir la procédure d'instruction et elle espère toujours échapper à un procès pénal pour ce crime industriel. Et pourtant les charges s'amoncellent contre elle : un audit commandé par Lubrizol à Veritas quelques mois avant l'incendie constatait plus de 900 défaillances dans les systèmes de sécurité dans les zones ATEX (atmosphère explosive), ou encore la publication des mesures de concentration de PFAS (polluants éternels) dans les eaux souterraines de l'usine qui



dépassent jusqu'à 870 fois la norme de potabilité et de 43 fois celle permise pour un pompage dans la nappe phréatique. Des taux proches de ceux retrouvés sous l'usine Arkema de Pierre-Bénite au sud de Lyon, au cœur d'un scandale sanitaire. C'est le procès du capitalisme pollueur et de ses profits qu'il faut désormais instruire !

CORRESPONDANTS • 01/10/2025

À SAINT-GOBAIN PONT-À-MOUSSON, UN MOIS DE MOBILISATION CONTRE LES ATTAQUES DE LA DIRECTION



Mi-juillet, la direction de Saint-Gobain Pam Canalisations à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), l'entreprise de sidérurgie du groupe Saint-Gobain qui fabrique des canalisations, des raccords et des plaques d'égouts en fonte, a annoncé un plan d'économie de sept millions d'euros sur la masse salariale. Prétexte : le financement de la décarbonation de la production de fonte sur le site principal à Pont-à-Mousson avec la fermeture des hauts fourneaux prévue à l'horizon 2030 et son remplacement par un four électrique.

Une attaque en règle : revalorisations salariales limitées à 0,5 % en dessous de l'inflation jusqu'en 2029, suppression de la prime de vacances de 1 500 euros par an, suppression de la Saint-Éloi (deux jours à poser ou à se faire payer en novembre), etc. Tout cela équivaudrait à une perte d'un à deux mois de revenus par an et par salariés.

La fermeture des usines en août a ajourné la mobilisation. Mais, dès le 2 septembre (veille de négociations), l'appel intersyndical à la grève dans tous les sites a été massivement suivi : autour de 90 % dans différentes usines et taux élevés jusqu'aux sites d'ingénierie et du siège. Une manifestation a rassemblé des centaines de personnes devant l'usine de Pont-à-Mousson. Le 10 septembre, une nouvelle journée de grève a mis à l'arrêt différentes usines.

La direction a alors annoncé une nouvelle mouture du plan, abandonnant certaines mesures – comme la suppression de la prime de vacances ou de la Saint-Éloi –, mais pas son objectif d'économie, en menaçant désormais le système de retraite complémentaire dont bénéficient plusieurs milliers de retraités.

Le 17 septembre, suite à un vote organisé aux entrées de l'usine, la CGT (majoritaire) a appelé à la grève sur 2 heures par poste à partir du lundi 22 septembre. Dans les usines de Pont-à-Mousson et Foug, la production a donc été arrêtée et perturbée à Blénod et Toul.

La direction a alors lancé un ultimatum : soit accepter la dernière version du « pacte social », soit se voir imposer la première qui dénonce aussi tous les autres accords d'entreprise.

Sans discussion et sans réunir les grévistes, la CGT a alors organisé un vote de tous les salariés restituant l'ultimatum. À l'issue duquel, la majorité des votants s'est exprimée pour la signature, la CGT levant directement le préavis de grève.

Une sortie de crise pour la direction ? On verra, car tout le monde reste opposé au plan d'économie. Les différents jours de grève ont été suivis très majoritairement pendant le mois. Il faudra peut-être plus que des votes sans discussions pour éteindre l'ambiance de mobilisation.

HISTOIRE Il y a 130 ans, la fondation de la CGT

La confédération générale du travail (CGT) vient de souffler ses 130 bougies depuis son congrès de Limoges, le 24 septembre 1895. L'occasion de revenir sur son passé, de son orientation révolutionnaire à sa bureaucratisation.

L'UNITÉ OUVRIÈRE FACE À LA DISPERSION SYNDICALE ET LA CHARTE D'AMIENS

En France, à la fin du XIX^e siècle, syndicats et bourses du travail poussaient comme des champignons, offrant aux ouvriers un espace pour débattre, se former et s'organiser.

L'idée germa alors d'unifier le mouvement ouvrier. La CGT fut créée pour imposer les revendications ouvrières grâce à l'action directe des travailleurs eux-mêmes, sans compter ni sur le Parlement, ni sur le gouvernement.

Durant ses premières années, dans la CGT, les « syndicalistes révolutionnaires » jouissaient d'une grande influence. Pour lutter contre le capitalisme, ils prônaient l'autonomie ouvrière, l'action directe et la grève générale expropriatrice. La charte d'Amiens adoptée en 1906 proclamait ainsi que la CGT œuvrait à des « améliorations immédiates », mais se fixait comme perspective « l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste » !



UN SYNDICAT DE PLUS EN PLUS INTÉGRÉ À L'ÉTAT

La CGT ne résista cependant pas à l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Son secrétaire général, Léon Jouhaux, se rallia bien vite à l'Union sacrée. Après la révolution russe de 1917, les dirigeants de la CGT luttèrent contre l'influence du bolchévisme, excluant de nombreux militants du Parti communiste et provoquant en 1921 la création de la CGT-Unitaire (CGT-U) sous l'influence de ces derniers.

Mais le stalinisme est passé par là. Durant le Front populaire, la CGT freina la grève générale de 1936 marquée par des centaines d'occupations d'usines.

Après la guerre, la CGT poursuivit son intégration aux structures de la société capitaliste en faisant consentir aux travailleurs les sacrifices de la reconstruction... au profit des patrons ! Pour la remercier, la bourgeoisie confia la gestion de la Sécurité sociale aux syndicats « représentatifs ». La direction de la CGT devint donc en quelques années une bureaucratie directement liée à l'État.

Son action fut encore décisive pour aider la bourgeoisie à éteindre l'incendie de la grève générale de 1968. Elle qui revendiquait l'échelle mobile des salaires pour l'ensemble des travailleurs, elle ne chercha même pas à négocier cette mesure dans les accords de Grenelle, alors que le pays comp-

taît 10 millions de grévistes. Ces accords furent même hués par des milliers de grévistes de l'usine Renault-Billancourt, lorsque le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, vint les présenter aux travailleurs.

ET AUJOURD'HUI ?

La CGT compte encore dans ses rangs bien des travailleurs combattifs. Et c'est précisément ce qui déplaît aux patrons ! Les ordonnances Macron de 2017 et la création des Comités sociaux et économiques (CSE) permettent ainsi de réduire le nombre de représentants syndicaux, en même temps qu'elles permettent aux appareils dirigeants d'écarter les militants qu'elle contrôle le moins !

Mais la lutte de classe ne disparaît pas comme par enchantement. Le patronat le sait bien puisqu'il en est un acteur, assez efficace en ce moment ! Et les syndicats CGT doivent enfourcher les mouvements qui éclatent pour pouvoir les arrêter. Mais, au passage, cela redonne corps à la mythologie du syndicat de lutte de classe. Il y a donc une bataille à mener dans la CGT, de la part de tous les militants combattifs, révolutionnaires ou non, pour perpétuer la tradition de syndicats combattifs capables de mener les travailleurs à des victoires locales et, peut-être demain, à des victoires tout court.

MARTIN ERAUD • 30/09/2025

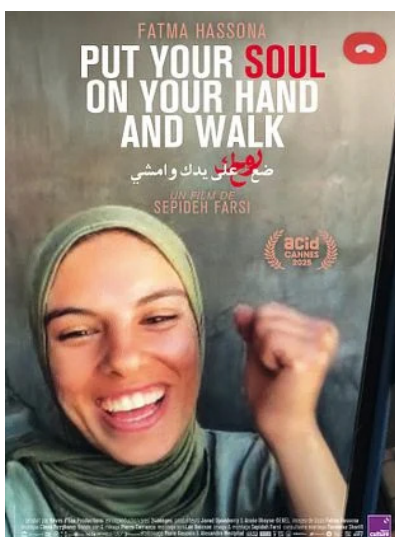
FILM DOCUMENTAIRE

PUT YOUR SOUL IN YOUR HAND AND WALK

SEPIDEH FARSI, FATMA HASSONA

Actuellement en salle

Le 16 avril 2025, Fatima Hassouna ainsi que dix membres de sa famille sont tués à Gaza par les bombes israéliennes. Le film-documentaire de Sepideh Farsi, réalisatrice iranienne exilée en France, relate la dernière année de sa vie, à partir de l'enregistrement de leurs conversations vidéo sur WhatsApp et des photographies de Gaza prises par Fatima. Celle-ci n'est pas une militante, juste une jeune femme de 24 ans à la soif de vivre immense coincée dans une prison à ciel ouvert bombardée heure après heure par l'aviation israélienne. Ce film met un visage et l'histoire d'une vie derrière le comptage quotidien des victimes et les images sur les réseaux sociaux : à Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine.



Le 2 août 2024, Fatima avait posté ce message sur Instagram : « Si je meurs, je veux une mort retentissante. Je ne veux pas être une simple brève dans un flash info, ni un chiffre parmi d'autres. Je veux une mort dont le monde entier entendra parler, une empreinte qui restera à jamais, et des images immortelles que ni le temps ni l'espace ne pourront enterrer. »

Le témoignage laissé par Fatima nous y enjoint : ne nous habituons jamais à l'horreur, continuons à manifester de toutes nos forces notre solidarité avec le peuple palestinien et œuvrons à renverser ce monde de guerres et de génocide, qui a pris la vie et les espoirs de dizaines de milliers de Fatima depuis deux ans.

BORIS LETO • 30/09/2025



PORTRAIT DE FATIMA HASSOUNA PAR ANDREA EBERT, ARTISTE BRÉSILIENNE.

LIVRE

UN MONDE À VENDRE : LA SAGA DES TRADERS DE MATIÈRES PREMIÈRES

UJAVIER BLAS ET JACK FARCHY

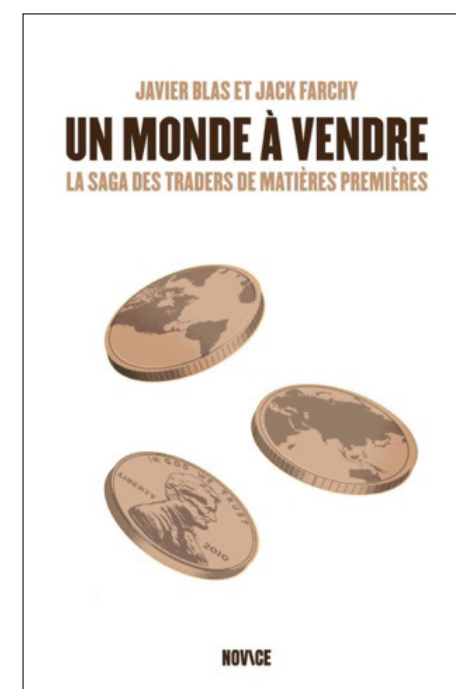
Novice, 2025, 462 p., 22,90 €

3 août 2010, les marchés agricoles sont sous tension. Yuri Ognev vient d'annoncer qu'il est favorable à ce que la Russie interdise les exportations de blé, pour soulager les prix sur le marché intérieur. Ce n'est pas n'importe qui, il dirige le négoce des céréales russes chez Glencore, une maison qui achète et qui vend des matières premières dans le monde entier. Deux jours plus tard, le Kremlin suit sa recommandation, le prix du blé prend 15 % instantanément et la division agricole de Glencore, qui avait parié sur la hausse des prix, fera 659 millions de dollars de bénéfice pour 2010. Quelques mois plus tard, c'est le début des printemps arabes, durant lesquels la cherté de la vie et notamment de la nourriture était au centre de la colère.

Des « anecdotes » comme celle-ci, le livre en est truffé, sans d'ailleurs que les auteurs, deux chroniqueurs boursiers, ne s'en révoltent au-delà des convenances. Mais la lecture de leur ouvrage présente quand

même un intérêt pour les révolutionnaires de 2025, celui de raconter l'histoire d'un domaine méconnu d'action du capital, le négoce de matières premières. Quelques maisons contrôlent aujourd'hui la circulation mondiale du pétrole, du charbon, des métaux et de la nourriture. Elles ont pris leur envol après la guerre, alors que le vieil ordre impérialiste, déjà menacé par la révolution russe de 1917, était bousculé par les révolutions dans les pays dominés. Elles ont joué le rôle d'intermédiaires sur le marché mondial et, de plus en plus, se sont immiscées dans la production, au point de contrôler des branches entières. Elles sont aussi discrètes que décisives et gagnent donc à être connues... pour être mieux combattues.

BASTIEN THOMAS • 30/09/2025



Nantes Université : mise au pas de la contestation et répression

OÙ EST L'ÉDUCATION ?

Le gouvernement est démissionnaire, mais cela n'empêche pas la collaboration harmonieuse entre ministères de l'Intérieur et de l'Enseignement supérieur. À Nantes, ils inventent l'université casquée et bottée !

RASSEMBLEMENTS INTERDITS ET BÂILLON SUR LES REVENDICATIONS

Premier indice du tour de vis sécuritaire : un projet de modification du règlement intérieur qui s'en prend aux libertés d'expression et de réunion vient d'être présenté par la présidence de l'université. S'il était adopté, des poursuites disciplinaires pourraient être engagées contre des étudiants ou membres du personnel participant à un rassemblement « non autorisé » sur le campus ou qui « porter[ai]ent atteinte à la réputation de l'établissement ». Dans le viseur : les AG d'étudiants mobilisés et les syndicalistes et

salariés de l'université critiquant la politique menée par la direction.

LOCK-OUT ET INTIMIDATIONS

Anticipant le vote du nouveau règlement, la présidence joint le geste à la parole lundi 22 septembre : pas moins de dix camions de CRS sont alors mobilisés pour déloger quelques dizaines de personnes participant à la réunion d'un collectif militant autonome.

Rebelote le lendemain midi, format XXL : tous les bâtiments sont vidés, plus d'un millier d'étudiants évacués, et la fac fermée pour le reste de la journée, au prétexte fallacieux d'un risque imminent d'intrusion violente dans les bâtiments. En réalité, un petit groupe, en marge d'une AG étudiante, avait envahi quelques minutes un bâtiment administratif, tagué la porte du bureau du responsable sécurité et renversé du matériel de bureau...



CONFÉRENCE DE PRESSE SOUS BONNE GARDE POLICIÈRE

Quelques heures plus tard, toute honte bue, la présidente de l'université tient une conférence de presse dans un campus désert, sous protection policière. Le soutien du gouvernement est immédiat : Philippe Baptiste, ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, dénonce le « saccage du campus ». Rien que cela !

Ces dernières années, de nombreuses mobilisations étudiantes ont secoué les universités. Celles-ci ne sont pas au goût du patronat

et le gouvernement renforce préventivement son arsenal répressif, à travers les règlements intérieurs mais aussi à travers la dernière loi « Contre l'antisémitisme » (sic) qui crée de nouvelles structures administratives chargées de sanctionner les étudiants.

Dans les rues, les universités et les entreprises, la mobilisation est à l'ordre du jour contre celles et ceux qui rêvent d'une société où règne l'ordre des casernes. Ne les laissons pas faire !

CORRESPONDANT

Népal, Madagascar, Maroc : la jeunesse à l'assaut du monde ?

Depuis plusieurs semaines, des mobilisations de jeunes (« la Génération Z, née entre 1996 et 2010 » comme dit la presse) ébranlent des États, de la Grande Île de Madagascar aux montagnes népalaises, en passant par les côtes marocaines et les rivages indonésiens. Principalement situées en Asie, ces vagues de protestations contre la pauvreté et la corruption font suite aux soulèvements sri-lankais et bangladais de 2022 et 2024.

LE CAPITALISME NE PROMET QU'UN AVENIR DE MISÈRE

Les jeunes qui se battent aujourd'hui parfois à des dizaines de milliers de kilomètres les uns des autres ne partagent pas que la jeunesse ou le drapeau de Luffy dans *One Piece* : ils refusent l'avenir bloqué imposé par le capitalisme et ses élites corrompues.

La pauvreté et le chômage les frappent durement, y compris celles et ceux qui essaient de s'en « sortir » grâce aux études. Les restrictions d'eau, les coupures d'électricité (jusqu'à treize heures par jour au Sri-Lanka ou à Madagascar), l'état désastreux des services publics (huit femmes décédées à la suite de leur accouchement par césarienne à Agadir au Maroc) sont d'autant plus insupportables que les richesses des élites politiques et des milliardaires s'étalent au grand jour sur les réseaux sociaux.

Toute une génération observe que la démocratie pour laquelle se sont battus leurs aînés ne fonctionne pas : les dirigeants élus (« représentants du peuple ») pillent les caisses publiques avec leurs amis milliardaires. Aux Philippines, seuls 40 % des fonds alloués aux méga projets anti-inondations servent effectivement à leur construction : le reste part dans des pots de vin ! Au Bangladesh, les étudiants se révoltaient contre des quotas discriminatoires favorisant les soutiens au régime dans la fonction publique alors que 40 % d'entre eux finissaient au chômage après leurs études. Au Népal comme aux Philippines, on combat les « Nepokids » et les clans tradi-



tionnels qui se partagent le pouvoir de père en fils depuis des décennies.

LES LUTTES PEUVENT ABATTRE DES GOUVERNEMENTS, MAIS APRÈS ?

Malgré la répression brutale exercée par les classes possédantes (des arrestations en pleine interview au Maroc aux 72 morts par balles de l'armée à Katmandou au Népal), plusieurs gouvernements sont tombés sous l'assaut de la rue : une leçon importante à retenir !

La Gen Z au pouvoir, ça suffit pour tout changer ? Les soulèvements sri-lankais, bangladais et népalais ont fait tomber des gouvernements – certains jeunes sont même devenus ministres – mais l'exploitation et la corruption continuent. L'appareil d'État et son armée, bien habitués, ont réussi à canaliser les explosions sociales en maniant la carotte (promesses de réformes) et le bâton (couvre-feu, loi martiale). Seul un pouvoir des travailleurs pourrait arracher les racines de l'exploitation en s'attaquant à la propriété bourgeoise que défendent tous ces régimes.

La jeunesse étudiante et populaire (car c'est bien elle qui lutte aujourd'hui) possède les moyens d'entraîner plus largement la classe ouvrière à laquelle elle est liée (socialement ou dans la lutte pour l'émancipation). C'est la question d'un autre pouvoir que posent aujourd'hui les jeunes au Maroc qui crient : « *Nous ne voulons pas de Coupe du monde* [à propos du projet de dépenser des milliards pour l'accueillir], *nous voulons des soins*. » Il manque encore le parti capable d'amener ces soulèvements à « aller jusqu'au bout » et renverser cette vieille société : à nous de le forger dans la chaleur des luttes, y compris dans la mobilisation actuelle en France !

STEFAN INO

Le capitalisme nous fait la guerre : renversons-le !

WEEK-END DE FORMATION DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES JEUNES LES 29 ET 30 NOVEMBRE 2025

Face aux abus des classes dominantes se lève une génération de jeunes ouvriers, étudiants et lycéens qui ne tolère pas cet avenir. Celle-ci se bat, avec détermination, partout dans le monde. Nous le voyons en France et encore davantage dans les récents soulèvements populaires au Népal, en Indonésie ou à Madagascar.

Pour faire face aux problèmes de la période et comprendre la société actuelle, nous organisons un weekend de formation à destination des étudiants, lycéens et jeunes travailleurs. Deux jours d'échanges et de débats, avec des jeunes communistes révolutionnaires de toute la France, qui offrent l'occasion de comprendre le monde, dans l'objectif de le changer.

Si toi aussi tu penses que le capitalisme ne nous offre aucun avenir, rendez-vous les 28 et 29 novembre à Paris au week-end de formation du NPA-Révolutionnaires Jeunes !



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES